

Les accords de Gdansk ne règlent rien

Confrontation en Pologne



28 octobre — Après la signature, le 31 août, de l'accord de Gdansk, si bruyamment claironné tant du côté des bureaucrates polonais que des dirigeants de la grève, nous avons dit qu'il n'y avait d'accord que sur le papier: "le compromis crée une situation impossible tant sur le plan économique que sur le plan politique. Ça ne peut pas durer." Aucune caste bureaucratique stalinienne, avons-nous fait remarquer, ne peut tolérer une organisation véritablement indépendante du prolétariat, car elle doit monopoliser le pouvoir politique afin de survivre. Et la direction des grévistes autour de Lech Walesa, qui s'identifie étroitement avec l'opposition puissante que représente l'Eglise catholique, sera de plus en plus un défi au régime déjà ébranlé et discrédité.

Tout le monde sent bien que, dans l'intervalle de moins de deux mois qui s'est écoulé depuis l'accord de Gdansk, la société polonaise a rompu ses amarres et va dieu sait où. Le système syndical est dans un état de chaos et de confusion extrêmes. Le régime est paralysé, alors que ses principaux dignitaires essaient désespérément de s'en faire mutuellement endosser la responsabilité. Pendant ce temps, le Kremlin et ses satellites les plus durs, en particulier l'Allemagne de l'Est, ne cessent d'évoquer la menace croissante des "forces antisocialistes" en Pologne. C'est le langage même qu'ils ont utilisé durant le Printemps de Prague de 1968; tout le monde en Pologne, ainsi d'ailleurs que dans toute l'Europe, sait comment ça s'est terminé.

La direction de la centrale syndicale nouvellement formée, qui se nomme Solidarnosc ("Solidarité"), et

suite page 10

Bologne, Munich, Paris

Terreur fasciste

Ecrasons la peste brune!

Pour des milices ouvrières!

La vermine fasciste est toujours prête à l'holocauste. Le 2 août, à Bologne, Italie, 84 personnes assassinées et 200 autres blessées dans l'explosion d'une bombe déposée dans une salle d'attente de la gare centrale. Le 26 septembre, à Munich, Allemagne de l'Ouest, 13 personnes tuées et plus de 200 blessées par l'explosion d'une bombe à la fête de la bière. Le 3 octobre, rue Copernic à Paris, c'est de nouveau une bombe qui fait 4 morts et une douzaine de blessés: elle visait les quelque 600 juifs, dont une centaine d'enfants, réunis dans la synagogue.

La recrudescence de la terreur nazie en Europe survient au milieu d'une crise de l'économie capitaliste et d'un chômage massif, encouragés par la répression très officielle de la classe ouvrière et tout particulièrement des immigrés, par l'antisoviétisme

des gouvernements de l'OTAN et par l'impunité et l'aide dont ils bénéficient, les bandes fascistes peuvent donner libre cours à leur haine anticomuniste et raciste.

Giscard/Barre complices des tueurs fascistes

"Passivité"; "complaisance"; "complicité". De partout le gouvernement Giscard est directement mis en cause. Y compris dans la majorité et jusque parmi les ministres des critiques furent murmurées. Interrogé à propos des fascistes après le mitraillage de bâtiments juifs, le ministre de l'Intérieur Bonnet déclarait qu'"il ne faut pas grossir ce danger". Quelques jours après, la bombe fasciste tuait rue Co-

pernic. En 3 ans, ont été commises près de 150 agressions fascistes, dont plusieurs meurtres contre les juifs, les immigrés et la classe ouvrière. Et les assassins de Laïd Sebaï, Curriel et Goldman courent toujours. Prompt et efficace quand il s'agit de démanteler Action directe ou d'expulser Simon Malley, le gouvernement semble étrangement impuissant devant la terreur nazie.

A quelques mois des présidentielles, Giscard et sa majorité, secoués par l'attentat de la rue Copernic, doivent faire oublier leurs responsabilités dans les activités fascistes. En confiant l'affaire à la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction d'exception complètement contrôlée par le gouvernement, Giscard cherche à éviter les bavures. Cette Cour s'est

suite page 4



La rue Copernic après l'attentat fasciste

AP

En réponse à votre courrier daté du 9 juillet 1980 (...).

Je me permets tout d'abord d'aborder le deuxième point de la lettre : l'unité. Cette question est d'autant plus importante dans une situation d'offensive de la bourgeoisie, ce qui implique, pour répondre aux attaques, une unité des rangs ouvriers. Cette unité-là n'a, à l'évidence, rien à voir avec une union des partis de "gauche" sur la base d'un programme électoral et de législation, type programme commun PCF-PS-MRG. Et, tout d'abord, ces partis sont-ils ouvriers ?

Le MRG, parti croupion, est un parti bourgeois (comme le 27 juin 1972 d'ailleurs... rien n'a changé depuis). Le PS, lui, est aussi un parti bourgeois, mais de par ses origines ouvrières du début du siècle, il se donne pour tâche d'influencer la classe ouvrière, et donc de faire progresser sa politique bourgeoise dans cette classe tout en influençant de façon naturelle, et de plus en plus, les couches moyennes (qui ne sont pas révolutionnaires par nature). On pourrait définir le PS en disant qu'il représente la gauche de la bourgeoisie.

Le PCF est encore un parti ouvrier. Son influence dans la classe ouvrière est importante, sa masse d'adhérents est issue de cette classe et parmi les dirigeants (CC, BP) les ouvriers tiennent encore une place non négligeable. Cependant, le PCF, parti ouvrier, n'a pas de programme révolutionnaire. Il ne se donne pas comme tâche la révolution socialiste. S'il parle de socialisme c'est pour dire que c'est un but à atteindre de façon démocratique (respect de la démocratie bourgeoise) et progressivement. Cela s'appelle en clair le réformisme. Le PCF est donc un parti ouvrier réformiste.

L'union de ces trois formations ne peut représenter une unité de classe. Il s'agit tout au plus d'une union pour changer quelque chose par rapport à ce que nous connaissons à l'heure actuelle. Mais "changement" politique n'a jamais voulu dire socialisme, voire même "aller vers le socialisme". Il faut appeler un chat un chat, et la révolution socialiste par son nom. Celle-ci implique (après le renversement de la bourgeoisie) l'application d'une politique ouvrière résolument anticapitaliste qui ne peut correspondre qu'à cette phase de transition inévitable qu'est la dictature du prolétariat. Les partis qualifiés de "gauche" sont bien loin d'aborder, séparément ou ensemble, une telle démarche. Soutenir une coalition de ces partis revient à soutenir un programme bourgeois. Mais appeler à la formation d'une telle coalition (comme font certains) est non seulement une erreur : c'est une trahison. LCR et OCI sont à la traîne du PCF et du PS. Pour eux les perspectives politiques passent obligatoirement par ces deux partis et cette attitude les entraîne sur des positions suivistes et opportunistes.

L'unité ouvrière c'est l'unité forgée dans les luttes de tous les jours, dans les entreprises (terrain syndical), contre le pouvoir et sa politique d'austérité pour les travailleurs. Mais cette unité est difficile à réaliser sur des bases révolutionnaires vu l'influence des partis de "gauche" et notamment du Parti communiste. Les querelles PC-PS ont leur répercussion au plan syndical et se traduisent par un affaiblissement de la classe ouvrière dans la mesure où ces querelles empêchent des actions importantes, ou les atténuent faute d'une coordination nationale des luttes (non voulue par la CGT par exemple) et d'un mot d'ordre centralisateur pour un grand "tous ensemble".

La situation présente empêche donc la formation de l'unité des rangs ouvriers. Mais une telle analyse ne doit pas nous faire regretter la division PC-PS. C'est pourtant ce que semble dire l'article paru dans *Le Bolchévick* de juillet (n° 18, page 6).

"La division du PC et du PS nuit réellement aux intérêts ouvriers, pas au parlement (...) mais dans les syndicats et les luttes".

Il y a, je crois, un point à éclaircir de votre part.

La situation est complexe, et la façon d'exprimer une position par rapport à un événement et à partir de principes l'est encore plus. (Cette remarque s'applique d'abord à moi-même).

Autre problème soulevé dans votre lettre : l'Afghanistan. Là je ne développerai pas. Après avoir lu les différents articles du *Bolchévick* et de *Spartacist* je suis d'accord avec l'essentiel de votre position.

Vous me demandez comment j'ai connu votre presse. Il y a quelques années j'avais aperçu un des premiers numéros du *Bolchévick* dans une librairie. Mais, dans un article du *Prolétaire* (numéro de janvier, je crois) j'ai lu un résumé (très sommaire) de votre position sur l'Afghanistan. Intéressé, j'ai essayé de trouver votre journal dans diverses librairies. Sans résultat... c'est donc sur les conseils d'un ami que j'ai utilisé les annonces de *Libération* pour poursuivre mes recherches.

Jusqu'à présent je n'ai jamais été proche d'une organisation se réclamant du trotskysme. Pendant 8 ans j'ai été membre du PCF avec lequel j'ai rompu il y a un an environ sur la base de désaccords apparus au moment de la préparation du XXIIème congrès.

Je termine en m'excusant d'avoir tant tardé à vous répondre.

Salutations communistes.

T. 15.10.80

Réponse du Bolchévick:

Nous prenons note de ton accord apparent avec le programme de la TSI sur l'Afghanistan, accord important, surtout quand la question russe et la défense de l'Union soviétique sont posées aussi directement dans le monde d'aujourd'hui. Nous voudrions traiter deux autres de tes points qui soulèvent d'importantes divergences méthodologiques.

D'abord tu affirmes que le PS est un parti bourgeois, le PC restant un parti ouvrier réformiste. Cette position semble reposer principalement sur l'idée qu'aujourd'hui la composition sociale du PS est petite-bourgeoise. Dans la gauche française c'est un argument classique de dire qu'il n'y a pas de continuité entre le PS reconstitué et l'ancienne SFIO ouvrière qui s'est désintégrée avec la chute de la IV^e République.

Il est vrai que dans les années 60 le PS se réduisait à un appareil électoral étroit ; mais il maintenait néanmoins une base prolétarienne, par exemple chez les mineurs du Nord et dans la région du Rhône et des Bouches du Rhône. Mais la question essentielle est celle de ses origines historiques : à l'instar de FO, issue de l'aile pro-impérialiste et anticommuniste de la social-démocratie, et contrairement au MRG, aujourd'hui "parti croupion" comme tu l'écris, mais descendant direct d'un parti classique de la bourgeoisie française, le PS est resté un parti ouvrier bourgeois. C'est bien parce que le PS est resté un parti de la classe ouvrière qu'il a pu regagner une base de masse dans la CFDT après 68 — tout comme la social-démocratie s'est reconstruite au Portugal et en Espagne.

L'analyse "sociologique" de la social-démocratie devient vraiment problématique quand on en arrive au SPD et au parti travailliste britannique, qui ont exactement la même politique que le PS, mais qui influencent des millions de travailleurs et qui sont organiquement liés aux syndicats. De plus, se référer simplement à la base industrielle du PCF, c'est éviter de considérer le développement du PC et, de façon plus générale, l'histoire du stalinisme. Mitterrand comme individu aurait certainement pu poursuivre sa carrière comme politicien bourgeois, mais comme dirigeant du PS il correspond parfaitement, tout comme Marchais, à la définition que Lénine faisait des bureaucrates réformistes : des lieutenants ouvriers du capital dans le mouvement ouvrier.

Si en 1914, la Deuxième Internationale est passée dans le camp de la bourgeoisie, en 1933, suite à son

refus de lutter contre la prise du pouvoir par Hitler, le Comintern lui aussi était définitivement perdu pour la cause révolutionnaire. Mais soutenir que les PS ont perdu leur caractère ouvrier, c'est capituler devant l'emprisonnement et en tout cas devant le stalinisme (qui s'autoproclame le "seul" parti de la classe ouvrière).

Comme l'expérience de la "troisième période" stalinienne (1928-1933) l'a montré d'une manière flagrante, mettre une étiquette "bourgeois" sur les sociaux-démocrates est stérile, pour ne pas dire plus. Cela signifie abandonner toute tentative de scissionner la base du sommet, car dans un parti bourgeois il n'y a pas de contradiction programmatique entre les aspirations de la base et la politique des bureaucrates.

Deuxièmement, tu nous reproches de "regretter la division PC-PS" dans les "syndicats et les luttes". Notre dénonciation des bureaucrates syndicaux est radicalement différente de celle que peuvent faire la LCR et l'OCI, dont les appels à l'unité des appareils réformistes ont pour but des combinaisons parlementaires.

Par contre, la solidarité dans la lutte contre les patrons est le devoir élémentaire de tout militant ouvrier. Pour préserver leurs boutiques bureaucratiques et par peur de la combativité ouvrière, les réformistes ont établi la pratique criminelle qui veut que dans une même entreprise les différents syndicats se brisent mutuellement les grèves. Les staliens ont inculqué la notion que la loyauté envers le parti s'oppose à la solidarité de classe, et ils devront un jour en rendre compte. Mais si la solidarité est nécessaire, cela ne veut pas dire pour autant que cette "unité" doive être préconisée au prix du renoncement à la lutte programmatique contre les bureaucrates. Les divisions politiques à l'intérieur de la classe ouvrière sont le produit de convulsions historiques, en particulier la Révolution russe. Aujourd'hui, à entendre parler la LCR et l'OCI on pourrait croire qu'en Allemagne et en Angleterre où la classe ouvrière est "unie" sous la chape de plomb de la social-démocratie, la situation est plus favorable aux luttes ouvrières. En tant que fait historique, nous ne pleurnichons pas sur la division politique de la classe ouvrière française. Nous cherchons à l'aborder au niveau programmatique.

Ce qui t'échappe dans tes reproches, c'est que le parti d'avant-garde ne va pas organiser les "rangs" ouvriers dans le dos des bureaucrates. L'influence des partis ouvriers réformistes ne disparaîtra que dans une situation pré-révolutionnaire lorsqu'une avant-garde révolutionnaire (c'est-à-dire un parti trotskyste) aura réussi à implanter son programme dans la classe ouvrière, car c'est dans ces circonstances-là que les trahisons des bureaucrates réformistes deviennent claires comme de l'eau de roche pour les masses. Nous adressons ainsi des exigences aux dirigeants réformistes dans le but de les démasquer et de leur arracher leur base. Nous sommes pour l'unité de la classe ouvrière — unité sous l'hégémonie du parti d'avant-garde. L'histoire nous enseigne qu'on n'atteindra cette unité qu'après de nouvelles scissions dans la classe ouvrière. Comme le disait Trotsky aux syndicalistes français en 1929 :

"Quand il s'agira de la révolution, rien n'exclut que le prolétariat français entre en lutte avec ses deux confédérations, c'est même tout à fait vraisemblable. Derrière l'une, on trouvera les masses, derrière l'autre, l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie."
— "Communisme et syndicalisme", Trotsky

Quand il n'est pas hégémonique dans la classe ouvrière, le parti d'avant-garde utilise pour prendre en compte la nécessité de l'unité des travailleurs dans leurs luttes, la tactique classique du front unique, définie au 4^e Congrès de l'Internationale Communiste. Cette tactique a été monstrueusement déformée par l'OCI social-démocrate ; mais pour Lénine et Trotsky, elle consistait en une alliance temporaire, dans des buts spécifiques, de l'avant-garde révolutionnaire avec les partis ouvriers bourgeois et les centristes. Naturellement, chaque parti restait libre de polémiquer contre les autres. Le but du front unique était de démontrer qu'au moment de lutter pour défendre les intérêts des ouvriers les communistes étaient aux avant-postes et qu'ils étaient en faveur de la mobilisation la plus large ; dans le même temps cela permettait de démasquer les vacillations des réformistes. Sur une échelle réduite mais significative, c'est une manifestation de front unique que nos camarades américains de la Spartacist League ont organisée en avril dernier. 1.200 syndicalistes et militants révolutionnaires se sont mobilisés pour empêcher les nazis de manifester comme ils l'avaient prévu en face du City Hall à San Francisco (cf. *Le Bolchévick* n° 17, mai-juin).

Notre mot d'ordre "A bas l'unité ! votez PC" est un mot d'ordre de combat ; nous savons qu'il peut rencontrer un écho dans les couches les plus avancées de la classe ouvrière. Un tel mot d'ordre montre de façon exemplaire comment un parti plus grand que nous et qui a des racines dans la classe ouvrière pourrait mettre les ouvriers en branle contre leur direction traître. ■

Abonnez-vous !

LE BOLCHEVIK

20 F les 6 numéros 30 F hors Europe
Pour toute commande :

Le Bolchévick - B.P. 135-10 - 75163 PARIS Cedex 10
(chèques à l'ordre du Bolchévick)

Pour tout contact :

PARIS

Le Bolchévick - B.P. 135-10 - 75163 PARIS Cedex 10 tel. 208.01.19

ROUEN

M. Benoît - B.P. 817 - 76009 ROUEN Cedex





Syga

La «révolution iranienne» rencontre la «révolution arabe»

Retournez vos armes contre les mollahs et les colonels!

3 novembre — Si le conflit Iran-Irak ne comportait pas le danger de se transformer en troisième guerre mondiale, il aurait un aspect comique: d'in vraisemblables combinaisons d'alliés et d'ennemis qui menacent de changer d'un jour à l'autre, alors que malgré les films de la télévision irakienne qui montrent les colonnes de fumées s'élevant au-dessus des puits de pétrole iraniens, la "Blitzkrieg" des Irakiens a surtout été de l'esbrouffe. Des mois d'anathèmes religieux et d'incidents de frontières se sont transformés en guerre véritable. Et une fois de plus les travailleurs du Moyen-Orient sont mobilisés par leurs gouvernants au nom des "frontières sacrées", produits de la balkanisation de la région par les impérialistes. Pendant des années la gauche opportuniste a soutenu sans aucune critique le nationalisme arabe, mais avec la chute du chah en février 1979, elle a trouvé un nouveau candidat à "l'anti-impérialisme": la théocratie chiite de l'ayatollah Khomeiny. La "révolution arabe" est maintenant en guerre avec la "révolution iranienne" et il faut choisir: internationalisme prolétarien ou capitulation devant l'un ou l'autre des nationalismes bourgeois du Moyen-Orient.

En 1975, sous le règne du chah, l'Iran — qui, soutenu par l'impérialisme, était alors le gendarme et le gros bras du golfe — a imposé à l'Irak un traité partageant les eaux du Chatt al-Arab. Mais avec le remplacement du chah par la théocratie chiite de Khomeiny, les colonels de Bagdad ont vu une occasion de prendre leur revanche. L'armée iranienne a été sévèrement affaiblie par les purges massives au sein du corps des officiers et les désertions dans ses rangs. Le réapprovisionnement et l'assistance technique des impérialistes ayant été coupés, des centaines de tanks Chieftain et d'avions Phantom rouillent sur les bases aériennes et les dépôts hors de Téhéran.

Les travailleurs et les opprimés du Moyen-Orient et du monde n'ont d'intérêt dans la victoire d'aucune des deux parties aux prises dans ce sordide conflit frontalier pour déterminer quelle bande de chauvins anti-ouvriers contrôlera le Chatt al-Arab. Naturellement des deux côtés on accuse les impérialistes, américains en particulier, d'être responsables du conflit. Et si les impérialistes ont fait leur deuil de l'Iran comme principal fournisseur de pétrole depuis qu'il est sous la coupe de mollahs fanatiques, ils gardent un œil sur le détroit d'Ormuz que l'Iran a menacé de fermer. Par ce détroit, large par endroits de 40 kilomètres seulement, transite un tiers des approvisionnements en pétrole du monde impérialiste, dont deux tiers des importations du Japon et de l'Europe occidentale.

US hors du Golfe, de la mer d'Arabie et de l'océan Indien

L'impérialisme américain, après la prise de son ambassade en Iran, confronté à l'intervention sovié-

tique en Afghanistan pour aider à écraser une rébellion contre-révolutionnaire soutenue par les USA, a mis en oeuvre une concentration massive de moyens militaires dans le golfe et dans l'océan Indien — 31 navires de guerre, dont deux porte-avions, et en Arabie saoudite quatre avions radar AWAC avec le personnel nécessaire. Une revendication élémentaire des marxistes et du mouvement ouvrier doit être: US et OTAN hors du golfe persique, de la mer d'Arabie et de l'océan Indien y compris Diego Garcia. Si les USA intervenaient militairement dans le golfe, les marxistes appelleraient à la victoire militaire des forces, quelles qu'elles soient, qui chercheraient à résister à l'intervention impérialiste, que ce soient les forces armées irakiennes ou les "gardes révolutionnaires" de Khomeiny. Il est également possible qu'une intervention impérialiste entraine la Russie dans une confrontation militaire, ce qui imposerait le devoir prolétarien d'apporter un soutien militaire inconditionnel à l'Union soviétique.

Mais les puissances impérialistes ont peu de poids dans le conflit actuel et elles ont adopté une attitude de neutralité, dans l'espoir que leur approvisionnement en pétrole ne sera pas perturbé. L'Irak, actuellement client militaire des Soviétiques, bien qu'économiquement il soit client des puissances d'Europe occidentale, tente de s'intégrer plus étroitement dans le camp impérialiste — en allant acheter ses armes en France, et en s'efforçant d'étouffer le puissant Parti communiste irakien.

Les bureaucrates du Kremlin, qui recherchent auprès des deux côtés des avantages diplomatiques et militaires, ont maintenant signé un traité d'amitié avec la Syrie, l'ennemi juré de l'Irak. Ils penchent donc par la force des choses pour un soutien à l'anti-soviétique Khomeiny, que la Syrie soutient en tant qu'ennemi de son ennemi.

Carter a offert à Khomeiny des pièces détachées pour ses armes fabriquées aux Etats-Unis en échange des otages, tandis que les alliés de l'OTAN se précipitent à Bagdad pour remplacer les Russes sur le marché des armes. Pour que cela soit plus commode, les Américains et les Russes devraient envisager de standardiser les pièces détachées afin qu'elles soient interchangeables! Leurs clients versatiles des régimes répressifs du Moyen-Orient pourraient continuer à s'affronter sans fin sans se soucier d'où viennent leurs munitions.

Le Kremlin, qui essayait de soutenir en même temps la "révolution arabe" à Bagdad et la "révolution islamique" de Khomeiny, bien que des milliers de communistes iraniens et irakiens aient été emprisonnés, fusillés ou pendus par ces "révolutionnaires", a convié les belligérants à établir des "relations de bon voisinage". Nombre de puissances mondiales de second ordre, troisième ordre, voire d'aucun ordre du tout se sont offertes comme médiateurs, de Fidel Castro en tant que président du "mouvement des non-alignés" (comble de l'ironie, c'est le président irakien Hussein qui est prévu pour remplacer Castro en 1982), au tyran pakistanais Mohammed Zia (au nom de la conférence islamique), en passant par Yasser Arafat de l'OLP.

La guerre irano-irakienne met au pied du mur tous ceux qui en Iran se prétendent révolutionnaires, particulièrement ceux qui ont commencé (tardivement) à adopter une attitude critique, voire hostile, à l'égard de Khomeiny. Alors que les mollahs aiguillonnent le chauvinisme perse et appellent au martyre en vue de la *jihad* (guerre sainte) contre les infidèles du Baas irakien, la jeunesse iranienne suit la "ligne de l'imam", et en longues files se fait enrôler dans l'armée.

Tout indique, et ce n'est nullement une surprise, que pratiquement toute la gauche iranienne a capitulé devant cette vague de patriotisme perse. Les guérilleros fedayin du peuple, le plus important des groupes de l'extrême gauche iranienne, aurait appelé ses partisans "à défendre la révolution et l'indépendance du pays contre l'attaque du régime fasciste irakien". Cette déclaration a été reproduite le 25 septembre en première page d'*Eteelaat*, journal intégriste islamique. Selon le *New York Times* (25 septembre), non seulement les fedayin mais encore "tous les autres groupes de gauche ont offert d'envoyer des hommes sur le front". *Au lieu de constituer une opposition prolétarienne à la guerre sainte de Khomeiny, la gauche se joint à l'alliance infâme qui inclut tout le monde, des fanatiques de Khomeiny au prince héritier Reza.*

Le groupe maoïste de gauche Peykar et son allié kurde, le groupe Koumala, ont au moins énoncé cette simple vérité que "l'armée qui défend les frontières iraniennes a toujours été le symbole de la répression des travailleurs et des peuples d'Iran" (tract distribué début octobre); il dénonce même "la nature anti-populaire de cette guerre". Mais quelles conclusions programmatiques en tirent-ils? Absolument aucune! Ces stalinien sont tout simplement incapables de nager contre le courant du chauvinisme perse et d'adopter une position de défaitisme révolutionnaire. Peykar/Koumala n'ont jamais appelé à la révolution prolétarienne pour renverser Khomeiny. Ils capitulent continuellement devant les mollahs et justifient cette capitulation avec la théorie étagée stalinienne contre-révolutionnaire.

Néanmoins il peut exister quelque part des petits groupes de militants capables de résister à l'hystérie chauvine. Fin septembre dernier, une fraction minoritaire des fedayin a écrit dans un document: "Nous devons montrer aux masses que le gouvernement actuel n'est ni à la hauteur pour protéger les frontières du pays ni capable de satisfaire les revendications fondamentales et les besoins du peuple". Ils condamnent la guerre et concluent: "Notre ligne d'action sera dans le sens d'une position prolétarienne et dans les intérêts des opprimés et non du point de vue du nationalisme et du patriotisme bourgeois." Il faut gagner de tels militants à la bannière du trotskysme.

Ce n'est pas le SWP et son rejeton iranien le HKE, leurs semblables ou même le reste du SU qui le feront. La position du SWP/HKE n'a jamais fait de doute: il faut être le chien fidèle de l'"imam". Ils n'ont pas hésité une seconde lorsque le gouvernement

suite page 11

Terreur fasciste...

suite de la page 1

illustrée dernièrement en décidant la détention, parfaitement arbitraire, de Roger Delpey qui possédait des documents de Bokassa mettant Giscard en cause.

Tandis que le gouvernement israélien accuse l'OLP et que Pierre-Bloch de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme accuse Kadhafi, la crapule fasciste Le Pen, dirigeant du très "légaliste" Front national dénonce le KGB. Rothschild lui fait d'ailleurs écho en indiquant aux enquêteurs d'aller voir du côté d'un certain juif allemand nommé Karl Marx. Quant au garde des sceaux, Peyrefitte, il ne s'embarrasse pas de plus de nuances que Le Pen: "Il y a peut-être des organisations étrangères qui cherchent à déstabiliser la société et les pouvoirs publics dans les démocraties occidentales". Pour préciser la "pensée" de son collègue, Bonnet lance à l'adresse du PCF sa petite phrase provocatrice: "L'enquête s'oriente dans toutes les directions, dont l'une à laquelle vous ne pensez pas!". Bref, tout le monde, mais sûrement pas les fascistes!

Fredriksen, le führer de l'ex-Fédération d'action nationale européenne (FANE) dissoute le 3 septembre et soupçonné de l'attentat de la rue Copernic, le revendique de façon à peine voilée dans un interview au *Quotidien de Paris*: "Le coup peut venir d'anciens membres de la FANE traumatisés par l'interdiction qui a frappé l'organisation". Ses relations avec le groupe Hoffmann et Terza Posizione, soupçonnés respectivement des attentats de Munich et de Bologne, sont bien connues de même que ses liens avec des groupes qui ont signé plusieurs meurtres, dont ceux de Laid Sebaï, Curiel et Goldman. La FANE n'en a pas été outre mesure inquiétée, pas plus que pour avoir revendiqué une dizaine d'attentats, dont ceux contre l'Aéroflot en février et le siège du MRAP en juin. Dans son numéro de septembre *Notre Europe*, le torchon de la FANE, se vantait que "ce n'était plus la police qui infiltrait les nazis mais les nazis qui infiltraient la police, jusqu'à se voir confier la protection du grand rabbin Kaplan et du communiste Ellenstein." L'inspecteur des Renseignements généraux, Paul-Louis Durand, par ailleurs dirigeant notoire de l'ex-FANE, continuerait à "protéger" le rabbin Kaplan si la police italienne n'avait pas publiquement révélé, après l'attentat de Bologne, ses liens avec les fascistes italiens. La FANE était apparemment bien au courant de sa "dissolution" prochaine puisque 2 mois avant étaient déposés les statuts des Faisceaux nationalistes européens, siégeant à la même adresse que la FANE!

Le gouvernement connaît les agissements des fascistes et il laisse ces voyous réactionnaires menacer, incendier et tuer. Parce qu'ils représentent pour la bourgeoisie des auxiliaires précieux de la répression anti-ouvrière et, en période de crise aiguë, l'arme ultime pour écraser le mouvement ouvrier.

Les truands de la bourgeoisie

Comme les gouvernements italien et ouest-allemand, le gouvernement français a historiquement des liens profonds avec l'activité fasciste. C'est en s'appuyant sur le mouvement de masse réactionnaire de l'Algérie française que le bonaparte de Gaulle se hisse au pouvoir en 1958 et qu'est instaurée la Cinquième République. En faveur d'un règlement néo-colonial de la guerre d'indépendance algérienne, de Gaulle se retourne contre ses alliés de la veille. Après sa victoire en 1962 contre l'OAS, le bonapartisme gaulliste triomphant laisse très peu de place pour les fascistes comme force politique (Cf. l'échec aux présidentielles de 1965 de Tixier Vignancourt, défenseur en 1962 de Salan, le chef de l'OAS); seul végètera à l'extrême droite Occident, groupe paramilitaire spécialisé dans les opérations "antibolchos" à l'université. Le bonapartisme gaulliste ne tolérant pas l'existence de bandes armées échappant à son contrôle, la bourgeoisie a recours pour accomplir ses basses oeuvres à une bande armée semi-légale, le Service d'action civique (SAC), "police parallèle" que contrôlent les gaullistes.

Mai 68 ouvre la crise du bonapartisme gaulliste. Pompidou, alors premier ministre, fait "appel à tous ceux qui ne veulent pas du totalitarisme communiste". De Gaulle amnistie les généraux OAS à la fois pour s'assurer la totale loyauté des officiers et pour rallier l'extrême droite. C'est la grande trahison de la classe ouvrière mobilisée qui réunit pour la première fois depuis la guerre d'Algérie gaullistes et fascistes. Dans cette réconciliation, un rôle important est joué à la fois par le SAC et par les giscardiens qui ont toujours gardé contact avec les fascistes dont plusieurs ont d'ailleurs rejoint leurs rangs (ne dit-on pas aussi que Giscard et Poniatowski furent sympathisants de l'OAS). Avec l'échec du bonapartisme gaulliste, la bourgeoisie doit appeler à son secours ses bandes armées "illégalistes". Dans les usines se développent les milices patronales, notamment la Confédération française du travail. Liée aux Renseignements généraux et au SAC et recrutant parmi la pègre et l'extrême droite: répression contre les syndicats

ouvriers, intimidation des travailleurs immigrés (enrôlés de force dans ses rangs), brisage de grèves, etc. La CFT s'illustrera tristement, entre autres, en 1977 à Reims en tirant sur un piquet de grève, tuant un militant CGT, Pierre Maître. Dans les facultés et lycées, la remise en ordre d'après 68 est confiée en particulier à l'Ordre nouveau, successeur d'Occident, qui, couvert et manipulé par le sinistre Marcellin — ministre de l'Intérieur — organise les coups de main contre les organisations de gauche et d'extrême gauche. Pompidou profite de ces affrontements pour renforcer l'arsenal policier de l'Etat bourgeois (Cf. loi anticasseurs), cherchant à apparaître comme un arbitre au-dessus des deux "extrémismes". Mais les nazillons, qui n'ont pu exister et se renforcer que grâce à la protection gouvernementale, ont des velléités d'indépendance à l'égard du pouvoir en place. Dans la perspective d'écraser le prolétariat, leur ambition est de créer, à l'image du Mouvement social italien, un grand parti fasciste; pour lui donner un poids national, ils utilisent les scandales qui éclaboussent le gouvernement Pompidou (et dont la plupart, comme les impôts impayés du premier ministre Chaban-Delmas, trouvent leur source au ministère des Finances tenu par Giscard) afin de mener une agitation populiste, comme dans les années 30, contre la "République des voleurs et des pourris". Pompidou utilisera la dissolution scandaleuse de la Ligue communiste en juin 1973 pour punir les fascistes en interdisant aussi l'Ordre nouveau, leur rappelant ainsi qu'ils n'existent que par son bon vouloir.

Les présidentielles de 1974 qui consacrent l'alliance des giscardiens et des fascistes ouvrent à ces derniers de nouvelles perspectives. Giscard, sans base militante pour sa campagne et ne pouvant compter sur les milices privées fidèles aux gaullistes de-



Comment la justice bourgeoise «frappe» les criminels fascistes: Fredriksen «condamné» le 17 octobre à six mois de prison pour «incitation à la haine raciale».

puis 1958 va recruter son service d'ordre parmi les fascistes; et ce, contre salaires — élevés — qui iront renflouer les caisses de l'ex-Ordre nouveau. Ainsi voit-on le torchon raciste de l'ex-pétainiste et ex-dirigeant d'Ordre nouveau Brigneau, *Minute*, soutenir la campagne du "libéral avancé" Giscard, tandis qu'à la tête de son service d'ordre parade l'assassin Pierre Sergent, ancien responsable de l'OAS-métropole. Le Parti des forces nouvelles (PFN) peut ainsi être constitué en novembre 1974 à l'initiative des responsables de l'ex-Ordre nouveau (qui avaient déjà tenté en 1973 de lancer le grand parti fasciste de leurs rêves, le Front national; mais cette organisation lui échappera au profit de Le Pen).

La constitution de la Cinquième République est un costume taillé sur mesure pour la forme spécifique du bonapartisme parlementaire de de Gaulle; et Giscard n'est pas un bonaparte. L'affaiblissement de l'autorité gouvernementale a, en partie, encouragé les fascistes à relever le nez. Sous le giscardisme, les idées fascistes, enrobées dans un vernis "scientifique", sont remises au goût du jour et s'étalent à longueur de colonnes d'un grand journal bourgeois "respectable", *Le Figaro Magazine*, qui appartient (avec tant d'autres!) à Hersant, ancien chef d'un groupe nazi sous l'Occupation et maintenant giscardien. La perspective d'une victoire du front populaire en 1978 accélère l'agitation fasciste. Les réseaux terroristes clandestins se mettent en activité; et dès 1977 les attentats nazis se multiplient. C'est le vrai visage du fascisme; les fascistes, avec le PFN et le Front national — "légalistes" —, utilisent aujourd'hui la démocratie bourgeoise, mais leur programme reste, dans le but de détruire la classe ouvrière, de supprimer y compris tous les éléments de démocratie bourgeoise. Les "légalistes" servent dès

maintenant de couverture et de réservoir pour les groupes fascistes paramilitaires. Des groupes comme l'Oeuvre française de Sidos, le Mouvement nationaliste révolutionnaire de Malliarakis ou la FANE (à peine 10 militants en 1973; aujourd'hui une centaine) prospèrent et tiennent à montrer leur "puissance" toute nouvelle.

Leur stratégie est déjà ancienne et expérimentée: utiliser les agressions et les meurtres pour encourager les tendances dans la bourgeoisie à l'"Etat fort" jusqu'à ce que la désagrégation sociale du capitalisme leur permette, grâce à la faillite des directions réformistes, de venir au pouvoir afin de remplir leur "mission" d'anéantissement des communistes et des non-aryens.

Les auxiliaires sanglants des gouvernements impérialistes

L'ensemble de l'Europe occidentale connaît une recrudescence inquiétante des formations terroristes fascistes similaires à la FANE. Que ce soit en Italie, en Grande Bretagne, où existent de nombreux petits groupes qui ont scissionné du National Front, ou en Allemagne fédérale, où le groupe Hoffmann n'est que le plus connu d'une trentaine de groupes néonazis qui, selon la police, regrouperaient en tout plus de 15.000 nervis. Le développement important de l'extrême droite ne peut être compris avant tout qu'en relation avec la crise économique qui frappe le monde capitaliste depuis 1974. Les gouvernements européens ont mis alors en place des politiques d'austérité dirigées contre la classe ouvrière, et en particulier contre les travailleurs immigrés, plus vulnérables notamment de par la faillite des directions réformistes et de par leur politique outrageusement chauvine (Cf. "Produisons français", un des principaux thèmes de la propagande stalinienne, ou les protestations de maires du PCF contre le taux trop élevé d'immigrés dans leurs communes!). La Grande Bretagne de Thatcher a mis d'importantes barrières à l'immigration; le "paradis social-démocrate" ouest-allemand a évité un fort accroissement du chômage en renvoyant chez eux des travailleurs turcs et yougoslaves. En France, les lois racistes et xénophobes de Bonnet/Stoléru satisfont les nostalgiques des camps de concentration (Cf. leur campagne "1.500.000 chômeurs c'est 1.500.000 immigrés de trop"). Comme le déclarait au *Monde* un membre de l'ex-FANE: "Eux [les travailleurs arabes] on les reconnaît à leur peau et il y a un ministre qui se charge de les mettre dehors" (*Le Monde* 7 octobre). Avec cette politique officielle, les fascistes peuvent, avec raison, croire que la chasse aux immigrés est ouverte; les attentats et meurtres des travailleurs étrangers sont devenus chose banale: en 5 ans 70 travailleurs d'origine algérienne ont été assassinés en France!

Mais l'arsenal répressif que renforce la bourgeoisie vise toute la classe ouvrière, comme en témoigne la loi antigrève Peyrefitte. La bourgeoisie veut faire payer à la classe ouvrière sa crise; mais elle craint justement son ennemi mortel. Pour cette raison, elle met en place une répression "légale", et parallèlement elle encourage, couvre, finance et arme ses bandes armées "illégalistes". Si nécessaire, elle est prête à leur lâcher complètement la bride pour qu'elles accomplissent la besogne qui est la leur: écraser la classe ouvrière et détruire ses organisations. Mais aujourd'hui elle n'est pas sur le point d'appeler au pouvoir les fascistes qui ne sont que son ultime ressource contre le prolétariat.

Le souffle de la guerre froide enhardit aussi les héritiers de Hitler. Quand ils entendent les appels des gouvernements de l'OTAN à la croisade contre le communisme soviétique, ils se voient déjà — rêve suprême — sur le front russe comme il y a 40 ans leurs aînés de la Ligue des volontaires français contre le bolchévisme, et qui, malheureusement, n'y ont pas tous crevé. Puisque les impérialistes reconnaissent que leur objectif est de tuer les dirigeants soviétiques, les fascistes se sentent tout à fait à l'aise pour aller incendier quelques locaux du PCF ou de la CGT et "casser du rouge". Par sa politique anti-ouvrière et antisoviétique, la bourgeoisie fait le lit du fascisme.

Le sionisme, un suicide pour le peuple juif

Pour les nazis, si le communiste est le fomenteur de grèves qui ruinent le pays et si l'immigré est celui qui vole le travail au Français, le juif c'est Rothschild; c'est celui qui, dans l'ombre, tire les ficelles et s'enrichit quand les autres s'appauvrissent. Les attaques contre les "rouges", les Arabes et les juifs sont complémentaires. Pour le lumpenprolétaire démoralisé et le petit-bourgeois désespéré, ils sont tous responsables de la crise qui les frappe. Une organisation comme la FANE, qui s'était faite le champion de l'antisémitisme (au point même de soutenir contre Israël des mouvements palestiniens), sait que sa propagande et son activité antisémites rencontrent un écho. Le "lapsus" de Barre sur "cet attentat odieux qui voulait frapper les

israélites qui se rendaient à la synagogue, et qui a frappé des Français innocents qui traversaient la rue Copernic" exprime un antisémitisme profondément enraciné en France, de l'affaire Dreyfus au mouvement poujadiste des années 50 en passant par Vichy. Un sondage publié par *L'Express* après l'attentat de la rue Copernic donne une personne interrogée sur huit qui estime les juifs trop nombreux en France. L'attentat du 3 octobre a soulevé une légitime colère, mais il est loin d'être le premier. Déjà en 1975 une synagogue était visée par une bombe. En cinq ans, ont été officiellement recensées plus de 30 agressions antisémites, dont près de tiers dans les deux dernières années. Faisant écho au gouvernement, les Rothschild et Pierre-Bloch appellent les juifs au calme, c'est-à-dire à se laisser massacrer. Par contre l'Organisation juive de défense (OJD) et le Renouveau juif ont annoncé leur volonté de se défendre contre les apprentis SS. Mais les sionistes utilisent la vague de colère pour mettre un trait d'égalité entre antisémitisme et antisionisme. A la manifestation du 7 octobre, les sionistes du Renouveau juif, qui se sont heurtés au service d'ordre du PCF, criaient "OLP-nazis assassins", "Israël vivra, Israël vaincra" et "Arabes assassins, PCF complice". Quant à l'OJD, elle s'est dernièrement illustrée dans la mise à sac du stand de l'URSS à la foire de Paris. Si les sionistes écrasent la gueule de quelques fascistes, au lieu de poursuivre les Palestiniens, les Arabes et les communistes, ils feront, pour changer, quelque chose d'utile. Mais il est vraisemblable qu'ils n'en resteront pas là et qu'ils iront frapper des antisionistes : nous ne serons pas alors opposés à la réaction hostile que cela pourrait provoquer.

Le sionisme est un suicide pour les juifs :

"Mais chaque jour nous apporte la preuve que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre les juifs et les arabes en Palestine prend une tournure de plus en plus tragique et menaçante. Je suis absolument convaincu que la question juive ne peut être résolue dans le cadre du capitalisme en décomposition (...)"

— "Interview accordée aux correspondants juifs à Mexico", Trotsky, 1937

En attaquant les Arabes et en faisant de l'URSS leur cible, les sionistes favorisent le climat justement propice au développement du fascisme. La population juive ne peut espérer de défense réelle que de la mobilisation de la classe ouvrière qui est non seulement la seule à avoir la puissance d'écraser, unie avec les opprimés (juifs et immigrés), les bandes fascistes, mais aussi qui est la seule force sociale dont l'intérêt de classe est de débarrasser l'humanité du capitalisme et de mettre ainsi une bonne fois pour toutes fin à l'horreur fasciste.

Le réformisme désarme le prolétariat

La politique chauvine des directions réformistes de la classe ouvrière et leur passivité honteuse devant la recrudescence fasciste sont aussi un encouragement à cette racaille. Qu'ont-elles fait contre les attaques fascistes dont sont victimes y compris leurs propres militants ? Rien ou alors des "actions" d'une dérisoire scandaleuse ; lors de l'assassinat de Pierre Maître en 1977, cinq minutes de grève ! Alors qu'elles ont la force de balayer la CFT, CGT et CFDT lui permettent de continuer à terroriser Citroën et Simca, se contentant de recourir à des procès. Et les truands de la CFT sévissent toujours !

La colère a été telle après l'attentat de la rue Copernic que les directions des grandes organisations ouvrières ont été contraintes de sortir de leur léthargie habituelle, mais tout en limitant l'ampleur de la protestation et de la riposte : grève (même pas générale) et de deux heures seulement ! Les manifestations du 7 octobre ont été néanmoins importantes et combatives. Comme quoi avec une direction résolue la classe ouvrière pourrait pulvériser en quelques minutes la vermine nazie. Mais les organisateurs ont clairement indiqué que leur "riposte" resterait dans les limites acceptables par la bourgeoisie — démission de Bonnet : épuration de la police ; dissolution des groupes fascistes — à tel point que des représentants des partis bourgeois ont pu venir s'exhiber à la manifestation d'union sacrée du 7 octobre pour essayer de se refaire une virginité antifasciste. Le PCF a tenu à se démarquer de ces individus. Séguy a précisé que "nous n'avons pas voulu nous confondre avec certains députés et représentants de la majorité ou du gouvernement qui appartiennent au RPR ou à l'UDF. Ils sont complices de la complaisance qu'a manifestée jusqu'à aujourd'hui le gouvernement envers les groupes fascistes" (*Le Matin*, 8 octobre). Mais c'est son programme réformiste de démocratisation de l'Etat bourgeois (dissolution des fascistes et épuration de la police) qui est la base même d'une "union sacrée anti-fasciste" avec les Stasi. Veil ou autres libéraux bourgeois, que le PCF dit, aujourd'hui, refuser.

Le PCF accuse avec raison le gouvernement de complicité avec les fascistes. Que signifie alors lui demander de dissoudre ses amis fascistes ? Sinon disculper un gouvernement compromis jusqu'au cou et endormir la vigilance du prolétariat. Giscard peut

bien d'ailleurs dissoudre une FANE. Cela n'empêche évidemment pas les "dissous" de poursuivre leurs exactions criminelles. Mais surtout, en interdisant des groupes fascistes, l'Etat bourgeois se crée une couverture démocratique lui permettant, en cas d'aggravation de la situation sociale, d'appliquer cette mesure contre le prolétariat et au centuple.

Mais le PCF ne se contente pas de réclamer la dissolution des groupes fascistes, il réclame la dissolution de tous les groupes "illégaux".

"A l'Assemblée nationale, les députés communistes, qui ont rappelé qu'ils étaient contre tous les terrorismes, ont exigé la dissolution des groupes factieux."
— *L'Humanité*, 9 octobre

Son programme réformiste de collaboration de classe, respectant à tout prix la légalité bourgeoise, conduit la direction du PCF à rien d'autre que laisser la bourgeoisie libre de réprimer les travailleurs, juifs et immigrés qui s'organisent pour se défendre contre les attaques fascistes.

Evidemment les révolutionnaires n'apportent pas la plus infime défense aux crapules fascistes que l'Etat bourgeois peut être amené à poursuivre. Mais nous n'appelons pas non plus à dissoudre les groupes fascistes. Parce que nous ne voulons pas inviter l'Etat bourgeois à s'en servir comme prétexte pour utiliser ses lois et mesures répressives contre le mouvement ouvrier. On ne peut confier à l'ennemi de classe la défense des travailleurs, ainsi que des juifs et des immigrés. Contre le fascisme, les exploités et les opprimés ne peuvent compter que sur leur propre force et leurs propres organisations par la mise sur pied de détachements d'autodéfense.

C'est le sens de notre banderole à la manifestation du 7 octobre : "Ecrasons la peste brune ! Milices ouvrières ! Front unique d'autodéfense des organisations ouvrières, juives et immigrées !". Ainsi que l'expliquait déjà Trotsky dans le programme de fondation de la Quatrième Internationale :

"Aux bandes du fascisme, seuls peuvent s'opposer avec succès des détachements ouvriers armés qui sentent derrière leur dos le soutien de dizaines de millions de travailleurs. La lutte contre le fascisme commence, non pas dans la rédaction d'une feuille libérale, mais dans l'usine, et finit dans la rue. Les jaunes et les gendarmes privés dans les usines sont les cellules fondamentales de l'armée du fascisme. Les piquets de grève sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'autodéfense. (...)"

"(...) Il faut donner une expression organisée à la lutte légitime des ouvriers pour les jaunes et les bandes de gangsters et de fascistes. Il faut lancer le mot d'ordre de la milice ouvrière, comme seule garantie sérieuse de l'invulnérabilité des organisations, des réunions et de la presse ouvrières."
— *Programme de Transition*

La LCR ou les nouveaux épurateurs

La LCR a remporté une victoire. Depuis des années, les pseudo-trotskyistes reprennent les mots d'ordre des réformistes de dissolution des groupes fascistes de la CFT, du SAC, etc. (par exemple, après l'assassinat de Pierre Maître, *Rouge* écrivait : "Toutes les organisations du mouvement ouvrier doivent donc aujourd'hui se battre dans l'unité pour imposer une exigence : la dissolution de la CFT" (*Rouge*, 10 juin 1977). En interdisant la FANE, Giscard a commencé à exaucer leurs vœux. La LCR réclame en fait l'application de la loi contre les ligues armées utilisée deux fois contre ses prédécesseurs, la Jeunesse communiste révolutionnaire en 1968 et la Ligue communiste en 1973. Politique pour le moins suicidaire ! Tout aussi suicidaire la position que la LCR a prise à Rouen en faveur de la liberté d'expression pour les crapules fascistes lors de la grève étudiante au début de l'année ! Mais à moins d'être un réformiste invétéré, il est effectivement difficile aujourd'hui, alors que les liens entre le pouvoir et les fascistes sont apparus au grand jour, de continuer à exiger l'interdiction des groupes fascistes. La LCR a donc mis au rencart ses mots d'ordre de dissolution. On l'a même vue à Rouen ressortir de son grenier la banderole de 1973 pour la manifestation appelée par le MRAP. Vieux réflexe des temps où l'organisation de Krivine avait gagné de haute lutte la réputation de ne pas permettre aux fascistes de pointer leur nez ? La LCR a eu son nom associé au tract que le MRAP a publié pour la manifestation et appelant le gouvernement "à faire

enfin son devoir". La LCR était apparemment en désaccord avec un tel mot d'ordre. Mais vous ne l'apprendrez jamais à la lecture de sa propagande parce qu'elle ne s'est jamais publiquement et officiellement dissociée d'un tel tract. Néanmoins, il s'en faut de loin que le centriste Krivine ait pour cela abandonné sa politique droitiste. Il écrit dans *Rouge* n° 939 : "L'unité est le gage de la force pour démanteler [sic] tous les groupes fascistes. (...) Seule la constitution d'un pacte d'autodéfense entre toutes les organisations ouvrières syndicales et politiques, constitue la riposte efficace aux agissements de l'extrême droite." Dans les années 30, Trotsky a déjà polémique contre les phraseurs qui parlaient de "front unique" et "d'autodéfense", mais qui, comme la LCR, évitaient la question des détachements ouvriers d'autodéfense et des milices ouvrières.

"En lui-même, le Front unique ne décide de rien. Seule la lutte des masses décide. Le Front unique se révélera une grande chose lorsque les détachements communistes viendront en aide aux socialistes et inversement, en cas d'une attaque contre *Le Populaire* ou *L'Humanité*. Mais, pour cela, il faut d'abord que les détachements de combat prolétariens existent, s'éduquent, s'exercent, s'arment. (...)"

"(...) Mais qu'est-ce que cette auto-défense de masse ? Sans organisation de combat ? Sans cadres spécialisés ? Sans armes ? Remettre aux masses non organisées, non équipées, non préparées, laissées à elles-mêmes, la défense contre le fascisme, ce serait jouer un rôle bien plus vil encore que celui de Ponce Pilate ! Nier le rôle de la milice, c'est nier le rôle de l'avant-garde. Alors, pourquoi un parti ? Sans le soutien des masses, la milice n'est rien. Mais, sans détachements de combats organisés, la masse la plus héroïque sera écrasée en ordre dispersé par les bandes fascistes."

— "Objections et réponses : la milice du peuple", Trotsky, 1934.
Le Mouvement Communiste en France

L'"unité des organisations ouvrières contre le fascisme" signifie en fait que la LCR confie à une nouvelle union de la gauche le soin de "démanteler" les bandes nazies. Mais de la même façon Krivine, reprenant le mot d'ordre des réformistes, confie au front populaire le soin d'épurer la police :

"Depuis plusieurs semaines, les syndicats de policiers ont donné des éléments sur la pénétration nazie dans la police, à des postes clés. L'expulsion de tous les fascistes des services de Bonnet s'impose. Ce n'est pas une commission parlementaire qui y parviendra. (...)"

"Les organisations démocratiques et ouvrières doivent mettre en place leur propre commission d'enquête qui, en liaison avec les organisations syndicales de policiers et de magistrats, pourra rassembler et rendre publics tous les renseignements, les noms des fonctionnaires fascistes et de ceux qui les couvrent."
— Krivine, *Rouge* n° 939, 10-16 octobre

Il est navrant de constater une fois de plus que même la tragédie du prolétariat chilien n'a pas appris quelque chose à ces centristes congénitaux. La LCR ne fait que récidiver : dans son programme pour les municipales de 1977, la LCR revendiquait, et sérieusement, "un droit permanent de visite des commis-



Banderole de la LTF à la manifestation du 7 octobre à Paris

Le Bolchévik

sariats et postes de gendarmerie implantés sur le territoire de la commune ; en 1978, elle aida à la constitution d'un "Comité pour les droits et libertés dans l'institution militaire" organisé par la Ligue des droits de l'homme et avec la participation de deux hauts officiers de réserve, dans le but explicite de démocratiser l'armée bourgeoise.

La police est un chien de garde du capital, au même titre que l'armée ou les fascistes. En tant que partie de l'Etat bourgeois, elle ne peut être que *bristole*. Le révisionnisme grossier de la LCR est la suite logique de son soutien aux "syndicats" de flics et de juges. En révélant l'infiltration nazie, ces "syndicats", conscients du rôle bonapartiste de la police, ne font que chercher à se disculper et à se

suite page 11

Les bolchéviques et l'«exportation de la révolution»

Parmi toutes les tendances soi-disant de gauche opposées à l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, il n'y en a pas eu beaucoup pour essayer de rationaliser leur ligne objectivement pro-impérialiste en se référant à la politique des bolchéviques de Lénine. Une de ces tentatives d'abuser d'analogies historiques, celle du Communist Party (Marxist-Leninist) (CP-ml) de Klonsky aux Etats-Unis, pro-Pékin, est particulièrement digne d'attention car elle prend la forme d'une polémique contre la Spartacist League.

Dans un article intitulé : "Les trotskystes : nouveaux acclamateurs de Moscou", Carl Davidson du CP-ml met en avant notre mot d'ordre "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan" comme le "meilleur exemple" du soutien des trotskystes à ce qu'il appelle "l'expansionnisme soviétique" (*Call*, 28 janvier). L'essentiel de la diatribe de Davidson s'emploie à essayer d'enjoliver les mollahs et les chefs tribaux afghans qui dirigent les "combattants de la liberté". Mais l'article conclut en reliant notre position de défense de l'URSS à ce que Davidson prétend être le péché originel du trotskysme :

"Le problème, c'est qu'ils sont tous attachés à un dogme qui remonte à Léon Trotsky lui-même. Une partie de l'ultra-'gauchisme' de Trotsky résidait dans l'argument que, puisqu'il était impossible de construire le socialisme dans un seul pays, surtout à majorité paysanne, le nouveau pouvoir soviétique devait se sauvegarder en lançant ses armées sur le reste de l'Europe. Cette conception d'exportation de la révolution fut démolie par Lénine et Staline comme ridiculement et dangereusement aventuriste, même à l'époque où l'Union soviétique était révolutionnaire."

Prétendre que nous sommes pour l'"expansionnisme soviétique" est un mensonge flagrant ; c'est évident pour tous ceux qui lisent notre presse. Mais en ajoutant cette accusation à un prétendu soutien de Trotsky à l'"exportation de la révolution", Davidson espère donner le change à ceux qui ne sont pas rompus à l'école stalinienne de falsification. Car cette calomnie n'est pas l'invention de Davidson. Elle sort tout droit des "classiques" staliniens. Par exemple, l'ouvrage révisionniste de S. Rabinovitch, *Histoire de la guerre civile* (1935), condamne Trotsky pour avoir soi-disant voulu "apporter la révolution à l'Europe à la pointe des baïonnettes de l'Armée rouge".

Il convient de réexaminer la question de la "révolution introduite de l'extérieur" au moment où la majorité de l'"extrême gauche" hurle avec les loups impérialistes à propos de l'Afghanistan. Car même s'ils rejettent le programme de la "révolution à partir de l'extérieur", les bolchéviques n'en maintiennent pas moins le principe et la perspective d'utiliser l'Armée rouge pour favoriser les révolutions à l'étranger.

La guerre russo-polonaise

La question de faire la "révolution à partir de l'extérieur" surgit parmi les bolchéviques comme résultat de la guerre russo-polonaise de 1920. Sa formulation et le débat qui s'ensuivit étaient liés de façon organique au cours et au résultat de cette guerre.

En avril 1920, Joseph Pilsudski, le "libérateur" nationaliste-bourgeois de la Pologne, prit l'initiative de lancer une attaque contre les forces soviétiques en Ukraine. Soutenu par l'impérialisme français, Pilsudski caressait l'ambition de recréer la "Grande Pologne" en ramenant l'Ukraine et une partie des Etats baltes sous domination polonaise. Le gouvernement soviétique, qui avait désespérément cherché à négocier une paix avec la Pologne, fut pris au dépourvu et forcé d'abandonner Kiev et une grande partie de l'Ukraine. Mais l'Armée rouge rassembla de nouvelles forces et lança en juin une contre-offensive victorieuse, qui mit en déroute les troupes polonaises qui étaient trop largement déployées. A la fin du mois de juin, les armées soviétiques avaient avancé presque sans rencontrer de résistance jusqu'aux frontières nationales de la Pologne. Dès lors la question se posait directement : fallait-il conclure la paix

avec Pilsudski ou bien passer à l'offensive dans une guerre révolutionnaire contre la Pologne ? C'est cette question extrêmement délicate qu'eut à débattre le Politburo bolchévique.

Aucun des dirigeants bolchéviques ne considérait une guerre révolutionnaire contre la Pologne de Pilsudski inadmissible par principe. Le débat portait plutôt sur deux questions empiriques, liées entre elles. Premièrement, est-ce que l'avancée de l'Armée rouge en Pologne déclencherait un soulèvement prolétarien menant à une aide paysanne aux forces soviétiques, à des mutineries parmi les troupes de Pilsudski, etc. ? Deuxièmement, comment les peuples de l'Union soviétique, dévastée par six ans de guerre mondiale et de guerre civile, allaient affronter une nouvelle guerre d'importance majeure. Plus puissantes seraient les forces révolutionnaires en Pologne elle-même, plus faibles seraient les exigences posées à la capacité offensive de l'Armée rouge et, derrière elle, aux masses russes et ukrainiennes.

Parmi les principaux dirigeants bolchéviques, seul Trotsky se prononçait pour la négociation d'une paix immédiate avec la Pologne. Dans son autobiographie écrite en 1930, Trotsky allait expliquer sa position de la façon suivante :

"Peut-être étais-je, de tous, celui qui voulait le moins cette guerre, car je voyais trop clairement combien il nous serait difficile de la mener après trois années d'incessante guerre civile. (...) Une opinion se forma et s'affirma d'après laquelle la guerre qui, au début, avait été purement défensive, devait se transformer en une guerre d'offensive révolutionnaire. Bien entendu, en principe, je n'avais rien à répliquer à des arguments de cette sorte. Toute la question était de savoir quels étaient les rapports des forces. Il y avait une inconnue : quel était l'état d'esprit des ouvriers et des paysans polonais ?"

— Léon Trotsky, *Ma Vie*

Trotsky pensait qu'une offensive russe contre Pilsudski n'avait d'espoir de succès que si une révolution prolétarienne éclatait rapidement en Pologne. Et il avait de bonnes raisons de douter de l'imminence d'une révolution communiste en Pologne. Il prêtait l'oreille aux estimations modérées de dirigeants communistes polonais émigrés comme Julian Marchlewski et Karl Radek. Marchlewski ne ménageait aucun effort pour convaincre le Politburo russe de ne pas entreprendre l'invasion de la Pologne. Mais personne, peut-être, n'était aussi opposé à une guerre avec la Pologne que Radek, qui pensait que des troupes russes s'avancent sur le territoire polonais, même sous la bannière "Pour notre liberté et la vôtre !", seraient considérées par les masses comme des conquérants et non comme des libérateurs. Radek conjurait les dirigeants bolchéviques de laisser la révolution polonaise mûrir d'elle-même avant d'envoyer des troupes russes à son aide.

Il y avait une réelle logique dans cette position. Si le gouvernement soviétique concluait la paix avec Pilsudski, l'Armée rouge et les communistes polonais gagneraient du temps pour mieux rassembler leurs forces en vue de l'offensive. Si Pilsudski rejetait une généreuse offre de paix soviétique, rendant ainsi la guerre inévitable, alors les masses polonaises seraient à même de voir clairement quel était le véritable agresseur.

Parmi les autres dirigeants bolchéviques, Lénine était le plus résolument en faveur de passer à l'offensive contre la Pologne. Sans aucun doute Lénine était-il impressionné par les effets que l'attaque de Pilsudski contre l'Ukraine avait eus sur les forces soviétiques. Il est certain que l'Armée rouge paraissait matériellement et moralement prête à mettre en déroute les unités démoralisées de l'armée polonaise en retraite. Mais ce qui semble avoir tranché la question pour Lénine, ce sont les rapports qu'il recevait de communistes polonais sur place, comme Felix Kon et P.L. Lapinski. Kon et Lapinski, qui venaient de l'aile antiluxemburgiste du vieux mouvement socialiste polonais et étaient donc susceptibles d'être plus sensibles aux sentiments nationaux des masses



Trotsky harangue l'Armée rouge lors de la guerre révolutionnaire contre la Pologne.

polonaises, prédisaient une révolution imminente à Varsovie.

De plus, Lénine avait les yeux fixés sur Berlin. La révolution semblait en effet imminente en Allemagne. A peine quelques mois plus tôt, le prolétariat allemand avait fait échouer le putsch droitier de Kapp par une grève générale ; il avait également empêché des cargaisons d'armes françaises d'atteindre la Pologne après l'attaque de Pilsudski contre l'Ukraine. Dans une guerre révolutionnaire avec la Pologne, l'enjeu était immense. Une Pologne soviétique éliminerait le dernier rempart entre la Révolution d'Octobre et l'Allemagne. Si seulement les Soviétiques pouvaient asséner le coup de grâce à Pilsudski, tout le traité de Versailles s'écroulerait, et les vannes de la révolution s'ouvriraient toutes grandes en Allemagne, submergeant l'ensemble du continent.

Cette perspective-là constituait en elle-même un argument de choc. Dans une certaine mesure, Lénine et la majorité du Politburo étaient prêts à subordonner le degré de soutien local à la soviétisation de la Pologne au but d'assurer une frontière commune avec l'Allemagne, alors aux prises avec une situation révolutionnaire. Et il est certain qu'avec l'Armée rouge aux frontières de l'Allemagne dans la période de 1920-23, tout le cours de l'histoire moderne aurait pu être radicalement modifié.

La déclaration la plus complète de Lénine sur l'importance internationale de la guerre polonaise est contenue dans un discours prononcé au congrès des ouvriers de l'industrie du cuir le 2 octobre 1920 :

"La paix de Versailles a fait de la Pologne un Etat-tampon, qui doit préserver l'Allemagne de tout contact avec le communisme soviétique et que l'Entente considère comme une arme contre les bolchéviques. (...)

"Si la Pologne était devenue soviétique, si les ouvriers de Varsovie avaient reçu de la Russie des Soviétiques l'aide qu'ils en attendaient et qu'ils escomptaient avec joie, la paix de Versailles eût été anéantie et tout le système international, fruit des victoires sur l'Allemagne, se fût écroulé. La France n'aurait plus eu de tampon protégeant l'Allemagne contre la Russie soviétique."

— Œuvres complètes, tome 31

Ironiquement, par rapport aux divergences sur la paix de Brest-Litovsk en 1918, Lénine et Trotsky avaient inversé les rôles. A l'époque, c'était Lénine qui avait insisté le plus durement pour conclure la "paix honteuse" afin d'assurer un répit à l'Etat soviétique qui venait d'être constitué. Trotsky, en défendant sa position de "ni guerre, ni paix", tablait sur une révolution plus ou moins imminente en Allemagne.

Tandis que les événements donnèrent raison à Lénine pour 1918, le cours de la guerre russo-polonaise ne confirma pas ses prévisions optimistes. Les paysans polonais, aiguillonnés par le clergé catholique, considéraient les Rouges qui s'avançaient comme des conquérants et non comme des libérateurs. Le souvenir d'un siècle et demi d'oppression nationale et religieuse était encore tout frais dans la majorité rurale de la Pologne. Les réquisitions forcées de blé par l'Armée rouge, ajoutées à quelques actes de vengeance contre des individus perpétrés par de frustes soldats soviétiques, ne contribuèrent pas à gagner les Polonais méfiants à la cause communiste.



Pologne de Pilsudski

L'avancée des Soviétiques n'était pas non plus la bienvenue, en général, parmi le prolétariat urbain qui restait en majorité sous direction social-démocrate. Le Parti communiste polonais, contraint à la clandestinité plus d'un an auparavant, lança un appel à la grève générale, mais celui-ci ne provoqua pas de réaction, excepté parmi les mineurs combattifs de la région industrielle de Dabrowa à l'extrême sud-ouest. A Varsovie, il y eut même des ouvriers pour s'engager comme volontaires dans les milices de Pilsudski. Après la défaite russe dans la bataille historique de la Vistule, Lénine reconnut que l'offensive n'avait pas provoqué en Pologne la guerre de classe, mais l'unité nationale.

La trahison de Staline en 1920

Un des aspects les moins connus de la guerre russo-polonaise est le rôle traître joué par Staline. Staline était alors le commissaire responsable des armées du sud, dirigées par A. Iegorov et S.M. Boudienny. Selon le plan d'attaque, les armées de l'ouest sous le commandement de Mikhail Toukhatchevsky devaient marcher directement sur Varsovie, tandis que les armées du sud sous le commandement de Staline devaient d'abord prendre Kiev et se diriger ensuite vers le nord pour rejoindre Toukhatchevsky devant Varsovie. Une des raisons pour lesquelles la défaite des armées soviétiques dans la bataille de la Vistule prit des proportions aussi catastrophiques, c'est l'insubordination consciente de Staline qui refusa d'opérer en temps voulu la jonction avec Toukhatchevsky.

Lorsqu'il sembla que la prise de Varsovie par Toukhatchevsky n'était plus qu'une question de jours, Staline décida de gagner son propre "trophée" plutôt que de ne constituer que l'arrière-garde de l'entrée triomphale de Toukhatchevsky à Varsovie. Lorsqu'il fut temps pour les forces du sud de se diriger vers le nord, Staline persuada au contraire Boudienny et Iegorov de continuer vers l'ouest et de prendre Lvov, ville polonaise d'importance secondaire. Ainsi au lieu que les deux armées convergent, une large brèche s'ouvrit entre elles, laissant le flanc de Toukhatchevsky complètement exposé.

C'est dans cette brèche que s'engouffra Pilsudski. Plus tard, il expliqua combien les actions de Iegorov et Boudienny lui avaient paru incompréhensibles :

"Pour eux, la conduite correcte de marche était celle qui les aurait rapprochés du gros des armées russes commandées par Toukhatchevsky, et cela nous aurait également menacés du pire danger. Tout me paraissait noir et désespéré, et les seules lueurs à l'horizon étaient l'incapacité de la cavalerie de Boudienny à attaquer mes arrières et la faiblesse montrée par la 12e armée rouge [de Iegorov]."

— cité dans Erich Wollenberg, *The Red Army* (1938)

Lorsque le danger pour le flanc de Toukhatchevsky devint évident, le commandement suprême soviétique télégraphia d'urgence messages sur messages, agrémentés de menaces, ordonnant à Staline de procéder comme prévu. Staline ignora tout simplement ces ordres, et Boudienny et Iegorov perdirent des jours précieux et des hommes en essayant vainement de prendre Lvov. Finalement, après d'autres menaces de Moscou, Staline envoya la cavalerie de Boudienny vers le nord, mais il était trop tard. Pil-

sudski lança une contre-offensive qui frappa le flanc découvert de Toukhatchevsky et arracha la victoire polonaise à la gueule béante de la défaite. Il faut noter que la France impérialiste fournit à Pilsudski un soutien militaire massif, dont des officiers pour son armée.

Il n'est pas clair que Toukhatchevsky aurait pu prendre Varsovie si Staline avait exécuté les ordres. Par la suite, Toukhatchevsky prétendit que oui et accusa Staline de trahison. Trotsky maintenait que l'insubordination de Staline avait été un facteur important, mais non décisif, de la défaite. Mais ce qui est clair, c'est que, si Staline avait obéi, l'étendue de la défaite aurait certainement été moindre. Les armées rouges n'auraient pas été repoussées aussi loin, et le gouvernement soviétique aurait pu être en mesure de conclure la paix à des conditions autrement favorables. A sa manière, Staline a donc contribué à renforcer les forces qui allaient mener à une réaction thermidorienne dont il serait le chef bonapartiste — l'isolement de l'URSS et son environnement hostile.

"La révolution introduite de l'extérieur"

Si Lénine reconnaissait la nécessité de conclure la paix avec la Pologne après la défaite de la Vistule, d'autres dirigeants bolchéviques, notamment Zinoviev, le dirigeant du Komintern, minimisaient l'importance de la défaite et parlaient de mener une deuxième guerre contre la Pologne. Il n'est pas étonnant que cet esprit de "continuer l'offensive" se soit exprimé plus fortement encore dans le commandement de l'Armée rouge. Toukhatchevsky, ce brillant général qui, à 26 ans, avait dirigé le gros des armées soviétiques dans la guerre de Pologne, jura qu'il aurait son défilé triomphal dans les rues de Varsovie. Il argumentait qu'une victoire soviétique sur Pilsudski était possible sans révolution prolétarienne en Pologne même.

Cette idée attirait beaucoup d'autres commandants de l'Armée rouge. Dans son livre *De la Dvina à la Vistule*, E.N. Sergueyev, qui commandait l'une des armées dans la marche sur Varsovie, déclare ouvertement que bien des commandants de l'Armée rouge n'avaient jamais vraiment cru que l'invasion soviétique serait accueillie par une révolution sous direction communiste de la classe ouvrière polonaise :

"Ceux qui occupaient les cabinets politiques loin du front étaient les seuls à croire sérieusement à la possibilité d'une révolution polonaise. Nous, dans l'armée, nous n'y croyions pas beaucoup (...)." — cité dans Erich Wollenberg,

The Red Army

Les "cabinets politiques" auxquels Sergueyev fait aussi subtilement allusion n'étaient évidemment autres que les locaux du Politburo bolchévique et du Komintern.

C'est après la défaite de la Vistule que Toukhatchevsky, nullement ébranlé, se mit à soutenir l'idée d'imposer à l'Europe capitaliste une "révolution de l'extérieur". Il avançait son point de vue dans des conférences à l'académie militaire à partir de 1921, qui furent par la suite publiées sous forme abrégée dans un livre, *La Campagne au-delà de la Vistule*. Toukhatchevsky y est tellement explicite en ce qui concerne la "révolution de l'extérieur" que Pilsudski lui-même l'a publié en annexe à son propre ouvrage, *L'Année 1920*.

Le point de clivage entre Toukhatchevsky et les dirigeants bolchéviques, c'est qu'il inversait les relations entre la révolution dans un pays et l'aide militaire étrangère. Les bolchéviks avaient toujours considéré l'Armée rouge comme un auxiliaire pour les mouvements révolutionnaires dans d'autres pays. Dans ses conférences, Toukhatchevsky parlait de l'Armée rouge elle-même comme d'un "mouvement socialiste". Et il assignait à l'Armée rouge la tâche centrale de la révolution polonaise (ou de tout autre pays) — la destruction des forces armées bourgeoises :

"Il est incontestable que la révolution des ouvriers polonais serait devenue réalité si nous avions réussi à priver la bourgeoisie polonaise de son armée bourgeoise. La conflagration causée par une telle révolution ne se serait pas arrêtée aux frontières polonaises ; elle se serait étendue comme un torrent sauvage de montagne à travers toute l'Europe.

"L'Armée rouge n'oubliera jamais cette expérience de la 'révolution introduite de l'extérieur'. Si la bourgeoisie d'Europe nous défie à une nouvelle guerre, l'Armée rouge saura la détruire. Dans ce cas, l'Armée rouge soutiendra et étendra la révolution en Europe."

— reproduit sous le titre de "La Marche au-delà de la Vistule" dans J. Pilsudski, *L'Année 1920* (1929)

Toukhatchevsky est ici plus proche de Napoléon que de Lénine et de Trotsky. Il fait explicitement l'analogie avec les guerres révolutionnaires de la France napoléonienne. Qu'on lui donne une chance, et l'Armée rouge russe porterait la révolution prolétarienne vers l'ouest aux accents de l'"Internationale", tout comme les armées de Napoléon avaient porté la révolution

bourgeoise vers l'est à travers l'Europe au son de la "Marseillaise".

En tant que dirigeant de l'Armée rouge, Trotsky en particulier polémiqua contre la doctrine de Toukhatchevsky. En cela, Trotsky agissait comme porteparole de la direction bolchévique. Il donna sa réponse la plus générale dans un article de décembre 1921, intitulé "Doctrine militaire ou doctrinarisme pseudo-militaire ?" :

"Il va de soi que nous n'avons nullement l'intention de cacher ne serait-ce qu'un instant aux travailleurs, y compris l'Armée rouge, qu'en principe nous sommes toujours pour la guerre révolutionnaire offensive lorsqu'elle peut favoriser la libération des travailleurs dans d'autres pays. Mais penser que l'on peut, sur cette déclaration de principe, dans les conditions actuelles, créer ou 'éduquer' l'idéologie de l'Armée rouge signifie ne comprendre ni l'Armée rouge, ni les conditions actuelles. (...)

"Dans la gigantesque lutte de classes qui se joue aujourd'hui, le rôle d'une ingérence militaire extérieure ne peut être qu'un appui ou un soutien, pas plus. L'ingérence militaire peut hâter le dénouement et faciliter la victoire. Il faut néanmoins dans cette perspective que la révolution soit mûre non seulement dans les relations sociales — cela existe déjà — mais également dans la conscience politique. L'ingérence militaire, c'est comme les fers de la sage-femme : employée à temps, elle peut faciliter l'accouchement ; utilisée trop tôt, elle peut conduire à une fausse couche."

— *L'Art de la guerre et Le marxisme*

Trotsky argumentait aussi qu'étant donné l'arriération de la Russie comparée à l'Europe bourgeoise, la doctrine de Toukhatchevsky de toujours crier "à l'attaque !" était une "stratégie d'aventurisme".

Une guerre révolutionnaire en 1923 ?

Toukhatchevsky revint en 1923 à la question de la "révolution de l'extérieur". Elle arriva à l'ordre du jour lorsque l'occupation française de la Ruhr précipita une nouvelle crise révolutionnaire en Allemagne. La question des questions, parmi les milieux dirigeants en Europe, c'était si la Russie allait à nouveau envahir la Pologne, soit en réponse à une attaque polonaise contre l'Allemagne révolutionnaire, soit de façon préventive. En effet, le gouvernement soviétique avait clairement fait entendre que toute attaque contre l'Allemagne de la part de la Pologne serait considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux soviétiques. Un éditorial de *Izvestia* du 29 septembre 1923 déclarait que "nous n'avons jamais renoncé à l'idée d'avancer par tous les moyens le développement de la révolution internationale" [souligné par nous] (cité dans L. Kochan, *Russia and the Weimar Republic* [1954]).

Cependant, le but principal de la politique soviétique à l'époque était de chercher à éviter dans la mesure du possible une guerre avec la Pologne. Il y avait pour cela deux bonnes raisons. Premièrement, il était douteux que les paysans russes, jouissant du répit de la Nouvelle Politique Economique orientée sur le marché, pourraient être mobilisés pour une autre guerre importante par de simples exhortations politiques. Deuxièmement, une autre guerre russo-polonaise, quel qu'en soit l'initiateur, provoquerait presque certainement au moins l'intervention de la France, et les bolchéviks ne voulaient pas que la révolution allemande imminente soit engloutie dans la guerre. Aux commandants de l'Armée rouge qui, comme Toukhatchevsky, avaient un compte à régler avec Pilsudski, Trotsky expliqua que, dans les circonstances données, les armes les plus efficaces dont disposait la Russie n'étaient pas ses soldats, mais son blé. L'Allemagne affamée avait besoin du pain que pouvait fournir la Russie. De leur côté, les paysans russes réclamaient des produits usinés qu'une Allemagne prolétarienne pourrait leur fournir. Dans un discours aux commandants militaires de l'Armée rouge en octobre 1923, Trotsky déclarait :

"Nous devons nous assurer que le lien entre nos intérêts fondamentaux et ceux des masses laborieuses d'Allemagne devienne clair et tangible pour chaque soldat de l'Armée rouge." [traduit par nous]

— *Comment la révolution s'est armée*

Si la Pologne autorisait le gouvernement soviétique à transporter du blé vers l'Allemagne sur son territoire et à revenir avec des produits usinés, les débuts d'une fédération économique russo-allemande seraient établis. La Pologne se trouverait rapidement prise comme dans un étau ; le prolétariat polonais serait probablement capable d'arriver au pouvoir sans aide militaire étrangère. Et si Pilsudski refusait de négocier un tel accord commercial, ou y mettait fin dès que ses implications deviendraient apparentes, les paysans russes saisiraient plus clairement l'intérêt économique vital qu'il y aurait pour eux à mener une nouvelle guerre contre la Pologne. Ces calculs stratégiques se trouvèrent cependant lettre morte lorsque la révolution allemande fut perdue, le Parti communiste laissant échapper le moment décisif pour agir.

suite page 11

PS non-PC peut-être...

suite de la page 12

14 octobre). Et Georges Marchais, qui doit être là en train de faire une expérience nouvelle, dit qu'il a "fait travailler sa tête".

C'est vrai. Le PC a essayé trois fois le front populaire. Et trois fois (sa direction actuelle l'admet) la bourgeoisie y a gagné. Cela fait 50 ans que les stali-niens sont les "fossoyeurs des révolutions". Il est bien connu que pendant des années le PC a défendu servilement n'importe quelle ânerie sortie de la bouche de n'importe quel bureaucrate du Kremlin. Quand Thorez déclara en 1936 qu'il fallait "savoir terminer une grève", il le faisait dans la perspective explicite de donner aux capitalistes le temps de se reprendre afin de consolider leur pouvoir contre les masses ouvrières. En 1939, quand Trotsky qualifiait Staline de "quartier-maître d'Hitler", le PC proclamait que le pacte Hitler-Staline servait "la cause de la paix en Europe" (*L'Humanité*, 23 août 1939).

En Espagne, Staline s'opposa explicitement à une politique révolutionnaire appelant à la "démocratie maintenant, la révolution plus tard" (c'est-à-dire jamais). Et des stali-niens de premier plan comme André Marty se sont vantés d'avoir pris une part active dans l'assassinat de trotskystes et de militants de gauche en Espagne. Le PC n'a jamais nié non plus son rôle dans la "disparition" (assassinat) du dirigeant de la Quatrième Internationale Blasco, après son évasion de prison avec un groupe de stali-niens pendant la deuxième guerre mondiale. Le sang qui est sur les mains de Marchais, ce n'est pas seulement celui des oppositionnels de gauche et d'autres "vieux bolchéviques" systématiquement exterminés en URSS. Ou celui d'innombrables militants trotskystes assassinés en Europe, au Vietnam et ailleurs. Mais en refusant l'unité de la classe ouvrière pour s'opposer à la montée au pouvoir de Hitler, en s'alliant avec la bourgeoisie dans des fronts populaires en Espagne, France etc. pour étouffer la volonté des travailleurs de lutter contre le capitalisme, le stalinisme, ce "grand organisateur des défaites", a sa part de responsabilité dans le carnage sanglant du fascisme et dans la guerre mondiale.

Défendez l'URSS : pour la révolution politique

La bureaucratie mine aussi directement la défense des acquis d'Octobre, dans sa propre "patrie". Les souffrances horribles du peuple soviétique durant la deuxième guerre mondiale (20 millions de morts) étaient en partie le résultat de la politique de Staline qui, dans une purge sanglante, avait dépouillé l'Armée rouge de son état-major à la veille de la guerre, et qui n'a pas voulu prendre au sérieux les renseignements sur une attaque allemande imminente contre l'URSS que lui avaient fournis au risque de leur vie des espions soviétiques héroïques comme Sorge et Trepper.

Dans la Pologne d'aujourd'hui, abrutie par la répression, l'incompétence économique et les inégalités bureaucratiques dégoûtent toutes les couches de la population. Si le mouvement dissident est, comme il le semble, dominé par les ennemis mortels de la classe ouvrière — les restaurationnistes, les impérialistes et le Vatican — c'est grâce au stalinisme qui a fait de l'idéal communiste quelque chose de répugnant, qui a propagé le poison du nationalisme et de l'antisémitisme et qui a hypothéqué le pays auprès des banquiers allemands. Aujourd'hui, il semble que de larges couches de la population soient prêtes à balayer les formes de propriété collectivisées pour se débarrasser de la bureaucratie. Ce serait une défaite historique pour les ouvriers de Pologne et du reste du monde. Le mot d'ordre trotskyste de défense révolutionnaire — défense des acquis d'Octobre par la révolution politique pour chasser la bureaucratie et établir la démocratie des soviets — est la conclusion qui s'impose.

C'est en partie l'exacerbation de ses contradictions internes qui balayera le stalinisme. La contradiction qu'ont tous les partis ouvriers bourgeois entre les aspirations de la base ouvrière et la collaboration de classe de la direction traître (qui en dernière analyse sert de béquille à la bourgeoisie à l'époque de sa décadence) n'est pas la seule contradiction inhérente au stalinisme. L'existence même du stalinisme, idéologie propre à la caste bureaucratique qui a usurpé le pouvoir politique aux ouvriers russes, est le reflet de la pression de l'impérialisme mondial sur le premier Etat ouvrier dans son isolement après la défaite de la révolution allemande. Le stalinisme a pris forme comme l'idéologie du socialisme dans un seul pays, adaptée aux besoins d'une caste bureaucratique privilégiée, parasitaire et nationaliste. Sa survie dépend de l'équilibre des forces entre les Etats ouvriers déformés/dégénéré et l'impérialisme au niveau mondial. Si un soulèvement ouvrier renversait le capitalisme dans les pays capitalistes avancés, cela réglerait leur compte aux régimes bureaucratiques dont l'existence est en contradiction avec les

formes de propriété collectivisées, c'est-à-dire prolétariennes, de ces Etats.

C'est cette contradiction que nous cherchons à exacerber dans notre campagne de soutien critique à Marchais, lorsque nous insistons sur la nécessité de défendre l'Union soviétique contre les tentatives impérialistes de restauration capitaliste. Le combat pour la défense de l'URSS passe par la révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie nationaliste conservatrice qui mine cette défense à chaque instant, entre autres, en empêchant l'extension internationale de la révolution qui, comme le disait Lénine, était le seul moyen de sauvegarder les acquis d'Octobre ; cette lutte est indissolublement liée à la lutte pour la révolution socialiste dans les pays capitalistes.

Tous les partis ouvriers réformistes renferment une contradiction entre la direction réformiste et la base ouvrière. Ce n'est pas seulement vrai du PC, qui est venu au secours de l'Etat bourgeois en formant des coalitions gouvernementales — officielles ou non —, mais c'est aussi vrai des partis socialistes qui ont, à eux seuls, géré des gouvernements capitalistes, comme le Parti travailliste britannique ou le SPD allemand. Mais aujourd'hui, le PS fait campagne sur la base de l'antisoviétisme et pour un nouveau front populaire, élargi y compris peut-être au RPR de Chirac. C'est pour cela qu'il est impossible pour des révolutionnaires de voter PS. Pourtant, malgré leur position actuelle d'indépendance, il n'y a pas grande différence entre le PC et ces partis plus ouvertement droitiers et/ou plus pro-américains.

La différence entre eux, c'est l'intransigeance actuelle de la bourgeoisie envers les partis liés à Moscou. Les gaullistes et les giscardiens veulent bien dîner avec le PS ; mais la bourgeoisie, aujourd'hui, ne désire manifestement pas suggérer ne serait-ce qu'une coalition de couloir avec le PC. Quand Marchais avait fait comme Carrillo et avait "renoncé" à la dictature du prolétariat, cela avait la même signification que la dissolution du Comintern par Staline (d'ailleurs le PC a autant de rapport avec la dictature du prolétariat qu'en avait le Comintern de Staline avec l'internationalisme : aucun). De même que la dissolution du Comintern fut un geste d'apaisement à l'égard des bourgeoisies "démocratiques", le renoncement formel à une phraséologie léniniste, abandonnée depuis longtemps dans la pratique, est une ouverture vers la bourgeoisie. Mais dans le climat actuel antisoviétique, la bourgeoisie n'est pas d'humeur à prêter attention à de telles ouvertures. C'est ce que les eurocommunistes ne veulent/peuvent pas comprendre.

Avec la polarisation entre les eurocommunistes et le reste du PC qui s'accroît de jour en jour maintenant que l'appareil joue aux "durs", une scission (par exemple si les soviétiques envahissent la Pologne) est tout à fait possible. La situation réclame plus que jamais un parti trotskyste capable d'intervenir pour accentuer les contradictions du PC, le polariser en avançant avec détermination un clair programme de classe pour finalement le scissionner, démasquer sa direction traître et gagner ses meilleurs éléments au léninisme authentique.

D'ailleurs, faisons un marché avec Krivine : il peut avoir les eurocommunistes (Ellenstein et Mandel s'entendront à merveille), et nous, nous prenons les militants qui pensent que le prolétariat, organisé par le parti d'avant-garde, est la force motrice pour changer l'histoire et ceux qui peuvent rompre avec les trahisons du stalinisme.

Voilà les questions — le front populaire et la défense de l'Union soviétique — qui font de la conjoncture actuelle un exemple classique de quand la tactique (et non la stratégie) de soutien critique peut s'appliquer. Aujourd'hui, Marchais est "contre" le front populaire et pour l'Union soviétique, mais demain...

La configuration actuelle rappelle l'époque où Trotsky proposait au SWP américain d'accorder un soutien critique électoral à Browder, candidat du parti communiste durant la brève période du pacte Hitler-Staline en 1939-40, alors que le Comintern ne soutenait plus les démocraties impérialistes, Roosevelt et Cie.

"Ce que je propose est un manifeste pour les ouvriers stali-niens, qui dise : pendant 5 ans vous étiez pour Roosevelt et vous avez changé. Ce tournant va dans la bonne direction. Allez-vous le développer et poursuivre cette politique ou non ? Allez-vous laisser vos dirigeants la modifier ou non ? Allez-vous continuer à la développer ou non ? Si vous êtes fermes, nous vous soutiendrons. Dans ce manifeste nous pouvons dire : si vous fixez un programme clair pour votre candidat, nous voterons pour lui."

— "Discussions with Trotsky", *Writings 1939-40*, p. 273

C'est dans cet esprit que la LTF pose la question du soutien au PC aujourd'hui. Notre soutien électoral sera, comme l'a dit Lénine, "comme la corde soutient le pendu".

Marchais, à "Cartes sur Table", faisait remarquer que bien que Mitterrand ait été perpétuellement le candidat de la gauche, la droite était toujours au pouvoir.

"Par conséquent, nous n'allons pas répéter comme des perroquets : union, union, union, (...) élections, union, élections."

"Nous, nous faisons travailler notre tête et nous disons : puisque nous n'avons pas réussi par ce chemin-là, par cette voie-là, il faut trouver une autre voie..."

— *Le Monde*, 15 octobre

"L'unité" est devenu le mot de passe pour la reconstitution de la défunte union de la gauche-front populaire. Et les organisations pseudo-trotskystes qui répètent comme des perroquets : "unité, unité" se condamnent irrémédiablement.

La LCR : le crime ne paie pas

Mais dans cette situation particulièrement favorable, les pseudo-trotskystes non seulement se montrent incapables d'avancer des mots d'ordre et de mettre en pratique une tactique révolutionnaire qui pourrait scissionner de larges pans du PCF et les gagner au trotskysme, mais en plus ils y font obstacle. Il va sans dire que la stalinophobie de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) de Lambert, qui s'est révélée spectaculairement au Portugal en 1975, fait appel aux éléments les plus arriérés de la classe ouvrière. L'OCI se trouve en fait à la droite du PC lorsque ce dernier, pour sauver la face, attaque les socialistes, comme par exemple lors de son dernier congrès :

"(...) il s'est toujours enlisé dans la politique de la droite, préparant le retour en force de celle-ci après avoir semé la désillusion et l'amertume parmi les travailleurs et les démocrates, on vient de le voir au Portugal."

— *L'Humanité*, 13 octobre

Quand les meutes anticommunistes incendiaient les locaux du PC portugais, l'OCI joignait sa voix à celle du PS, soutenu par la CIA, qui présentait ces attaques comme partie intégrante de la lutte pour la "démocratie". Il ne faut donc pas s'étonner si, lorsque nous vendons notre journal qui a pour titre "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan", nous nous entendons dire par les ouvriers stali-niens : "Je ne savais pas que les trotskystes défendaient l'URSS".

Les centristes droitiers de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ne valent guère mieux. C'est bonnet blanc et blanc bonnet. La LCR n'a rien de plus à dire que l'OCI sur les critères programmatiques pour l'unité ouvrière et mène en fait la même campagne pour reconstruire l'union de la gauche-front populaire, au nom bien sûr de "chasser Giscard". L'OCI rivalise avec le PS dans la dénonciation stalinophobe de l'"expansionnisme" du Kremlin en Afghanistan, et la LCR ne lui oppose que la tergiversation et le confusionnisme, évitant tout juste (enfin, la plupart du temps) d'appeler au retrait des troupes. En Pologne, elles sont toutes deux à la remorque des dissidents nationalistes, et inconditionnellement — autrement dit sans préoccupation "dogmatique" pour des "détails" tels que la préservation de la propriété nationalisée. L'idée que l'une ou l'autre de ces organisations puissent faire appel de façon convaincante à la base du PC pour un "retour à la voie de Lénine" est tout simplement grotesque.

A la Mutualité le 30 octobre, Alain Krivine, la superstar de la LCR, a montré qu'il n'avait pas oublié comment prononcer des discours "gauche". Sous les applaudissements enthousiastes de ses camarades il a violemment critiqué le social-chauvinisme du PCF, ses appels à l'Etat bourgeois pour réprimer les fascistes, etc. Il a même fait référence au "front populaire" ! Mais les militants de la LCR devraient se demander ce que Krivine avait fait de ces belles paroles lors de son interview au *Monde*. Environ un demi-million de lecteurs n'y verront aucune référence au front populaire, mais uniquement la nostalgie de "l'unité" du bon vieux temps de l'union de la gauche. Krivine y fait preuve d'un crétinisme parlementaire extrême : "En balayant la droite à ces élections, on créera des conditions mille fois plus favorables à la mobilisation pour la victoire de leurs revendications" ; mais en plus, il donne même clairement l'avantage au PS dans sa démagogie pro-unitaire :

"On a l'impression que le PC fait tout pour pousser le PS dans les bras de la droite. (...) Mais de façon peut-être moins visible, le parti socialiste participe lui aussi à la division, notamment avec ses clins d'oeil multipliés vers les gaullistes."

— *Le Monde*, 29 octobre

Krivine ne voit rien que l'"écoeurement" résulter du tournant hypocrite du PC vis-à-vis de l'union de la gauche :

"On ne peut pas impunément avoir fait défiler des centaines de milliers de gens dans les rues, de 1972 à 1978, aux cris de 'Union, action, programme commun' et en l'espace de vingt-quatre heures, expliquer que cette union n'était pas une bonne union, que ce programme n'était pas un bon programme, et tourner le dos résolument à toute perspective d'unité."

— *Ibid.*

Eh bien, camarade Krivine, le front populaire avec les radicaux de gauche était-il vraiment "une bonne union" sur un "bon programme" ? Tout ce que Krivine trouve à redire sur l'union de la gauche, c'est que

les ouvriers à la base n'étaient pas suffisamment consultés : "les travailleurs commencent à ouvrir les yeux sur les combines électoralistes de l'union de la gauche et du programme commun, auxquels ils n'étaient nullement associés."

Pourtant s'il y avait une occasion de faire des attaques faciles et à bon marché sur le front populaire, c'était bien le moment. Même le POUM espagnol des années 30 était capable d'attaquer féroce ment le front populaire... tant qu'il n'existait pas. Mais la LCR ne fait même pas cela. Krivine se réincarnant en orateur d'extrême gauche à la Mutualité rappelle les vieux sociaux-démocrates qui prêchaient le socialisme le dimanche et retournaient le lendemain à leur politique "réaliste" — c'est-à-dire réformiste. Le Krivine du *Monde* et le Krivine de la Mutualité ne sont que la réplique, style LCR, du programme minimum/maximum.

La LCR n'a vraiment aucune perspective. Elle a parié sur la social-démocratisation du PC dans la ligne des eurocommunistes d'Espagne et d'Italie, saluant les courants eurocommunistes du PCF comme une pression saine vers la "démocratisation" des partis stalinien. Dans leur cour assidue à ces courants, les pablistes ont été jusqu'à s'abaisser à soutenir n'importe quel "dissident" d'URSS ou d'Europe de l'Est; et pas seulement les pro-socialistes qui critiquaient la répression stalinienne, mais ceux aussi dont les appels à l'"Occident démocratique" vont jusqu'à adhérer aux idéologies les plus obscurantistes et réclamer un chantage économique des impérialistes contre l'URSS.

D'une manière qui leur est caractéristique, les pablistes ont élaboré une justification "théorique" de leur tentative de faire cause commune avec les eurocommunistes dans un long ouvrage dont l'auteur n'est autre qu'Ernest Mandel lui-même et qui s'intitule *Démocratie socialiste et dictature du prolétariat*. Cette oeuvre majeure révisé de fond en comble le programme trotskyste de démocratie soviétique, le dépouille de son contenu de classe et en fait une sorte de parlementarisme de masse associant partis ouvriers et partis bourgeois.

Mais malheureusement pour la LCR, le PC s'est détourné de son cours eurocommuniste. Eh oui, c'est précisément au moment de l'invasion soviétique en Afghanistan que Marchais a fait son pèlerinage à Moscou. Et aujourd'hui, les eurocommunistes français, que la LCR considérait de toute évidence comme un courant plein d'avenir, sont des voix isolées criant dans le désert. Que va faire la LCR? Est-elle capable de faire demi-tour et de retourner à son "gauchisme" stalinophile d'antan? Ou bien Mandel va-t-il proposer sa "Démocratie socialiste" au *Figaro Magazine*?

Il était parfaitement logique du point de vue de sa politique front-populiste que la LCR fasse cause commune avec les eurocommunistes. Si le mot d'ordre "révolutionnaire" principal est "l'unité" à n'importe quel prix, il est alors certain que la social-démocratisation des partis stalinien ne peut être qu'un pas en avant pour la classe ouvrière. Cela ne pose aucun problème à la LCR, qu'une telle évolution ne représente tout simplement qu'une ouverture vers leur "propre" bourgeoisie, afin de la persuader que le PC n'aura pas de dilemme d'allégeance en cas de conflit entre les impérialistes et l'URSS.

La conséquence pratique de la ligne d'"unité, unité" de la LCR, c'est qu'elle arrive à unifier de moins en moins de monde derrière sa propre bannière. Comme sa campagne pour le "désistement" est pratiquement indistinguable de la politique de "front unique stratégique" de l'OCI, la LCR alimente des courants pro-lambertistes dans ses propres rangs. Il y a eu d'abord la scission de la LCI, qui a immédiatement renié ses prétentions à être critique de gauche en se dirigeant tout droit vers l'OCI et en fusionnant avec moins d'un an après. Maintenant, ce sont les mattistes qu'on peut entendre murmurer que l'OCI est "révolutionnaire". Il n'y a pas besoin de lire dans le marc de café pour prédire que l'hémorragie de la LCR continuera au profit de l'OCI aussi longtemps qu'elles avanceront toutes les deux essentiellement la même ligne social-démocrate, avec pour seule différence, non seulement que les lambertistes sont plus cohérents mais qu'ils sont plus gros.

Dans la France d'aujourd'hui, assaillie par la crise économique, l'"austérité" capitaliste et une résurgence de la terreur fasciste, les conditions objectives de la révolution socialiste sont non seulement mûres mais trop mûres. Et une fois de plus c'est la crise de la direction du prolétariat qui fait obstacle. L'emprise du réformisme social-démocrate et stalinien sur la classe ouvrière ne sera jamais brisée avec des mots d'ordre creux sur l'"unité". Il n'y a qu'un programme de classe clair qui puisse unir la classe ouvrière en la faisant rompre avec le social-chauvinisme et l'arriération qui dressent les diverses couches de la classe ouvrière les unes contre les autres dans des luttes partielles ou sectorielles. Seule une avant-garde révolutionnaire, prolétarienne et internationaliste peut conduire les masses ouvrières dans la lutte pour leurs besoins réels, unifiant derrière une bannière de classe tous les opprimés et les exploités ■

Leurs méthodes et la nôtre

Nous reproduisons ci-dessous deux lettres, l'une adressée à l'OCI, l'autre à la LCR, concernant l'attaque commise par des membres de l'OCI contre des militants de la LCR à l'Université de Nanterre le 16 septembre.

Après des années de baratin sur la nécessité de l'unité de l'extrême gauche ou sur la famille du trotskysme, et ses appels à la "discussion" qui en résultaient, l'extrême gauche n'a vraiment aujourd'hui que très peu de sens de l'importance de la démocratie ouvrière. L'explication en est simple: c'est l'abandon de la lutte pour une avant-garde léniniste et la peur d'un débat politique clair qui en découle. La "discussion" pour les Krivine et les Bensaïd, consiste à manoeuvrer avec les sociaux-démocrates et les eurocommunistes; c'est ce qui remplace aujourd'hui l'"avant-garde large". Prompts à critiquer les attaques de l'OCI contre la démocratie ouvrière quand il s'agit d'obtenir des avantages fractionnels, les pablistes ont facilement laissé tomber ces mêmes critiques quand la possibilité d'une fusion avec l'OCI s'est présentée.

Si une telle chose est possible, l'OCI "bolchévisée" est encore plus étrangère au léninisme; lorsque le rapport de forces est favorable, elle déclare simplement ses opposants en dehors du mouvement ouvrier — des provocateurs, des agents du KGB, etc., "justifiant" ainsi ses tentatives de les écraser physiquement. Mais elle n'est que l'expression la plus extrême, la plus gangrenée de la mentalité d'assiégés qui règne parmi l'extrême gauche, influencée par l'hégémonie stalinienne sur la classe ouvrière, et selon laquelle la lutte politique entre les différents groupes est remplacée par la "compétition" organisationnelle.

Nous avons toujours été et seront toujours les défenseurs les plus déterminés d'une pleine discussion politique dans le mouvement ouvrier. Notre lutte pour reforger la Quatrième Internationale n'en exige pas moins.

Au bureau politique
de la Ligue communiste révolutionnaire

Le 13 octobre 1980

Camarades,

Nous vous adressons ci-joint une copie de notre lettre à l'OCI protestant contre la récente agression perpétrée par cette organisation contre vos militants à Nanterre. Nous tenons à réaffirmer que la démocratie ouvrière n'est ni un luxe, ni un principe moral abstrait, mais qu'elle est partie intégrante de la lutte pour le parti révolutionnaire. Ceux qui foulent aux pieds les principes de la démocratie ouvrière ne font que la preuve de leur faillite politique. Une attaque contre un est une attaque contre tous!

Par contre, nous trouvons votre réaction particulièrement étonnante. Une telle agression exige une importante campagne de protestation et de dénonciation pour mettre fin à ces pratiques intolérables. L'incident en lui-même est suffisamment scandaleux. C'est pour vous interdire l'utilisation de votre propre panneau que les lambertistes ont commis leur violente agression; dans leur frénésie ils sont allés jusqu'à traiter vos militants de "nazis"! L'OCI est tristement célèbre pour ses violences à l'égard des autres organisations ouvrières. Nous avons d'ailleurs à plusieurs reprises attiré votre attention sur des agressions de l'OCI dont nous avons été victimes; mais malheureusement vous n'avez que très rarement protesté contre ces violences, alors que cette politique d'intimidation concernait l'ensemble des organisations ouvrières. Le sabotage par l'OCI du meeting Blanco du 20 mars dernier était un avertissement de la volonté de l'OCI de traiter désormais la LCR de la même façon qu'elle traite habituellement ses opposants qui se réclament du trotskysme.

A part une lettre pour le moins modérée de Krivine, votre campagne s'est cantonnée à Nanterre. Les lettres de protestation du PSU, du PS, du MJS et du SGEN-CFDT étaient pourtant encourageantes. Mais dans le communiqué commun de protestation l'OCI n'est pas mentionnée en tant que telle et ce, semble-t-il, à votre demande. De plus, la LCR refuse de se défendre physiquement, non pour des raisons tactiques (ce qui serait compréhensible), mais plutôt comme principe pacifiste général. Pareille passivité, loin de décourager les gangsters lambertistes, ne fera que les enhardir davantage.

On ne peut rien obtenir de positif en "tendant l'autre joue". Ce n'est au contraire qu'en réunissant leurs forces que les organisations ouvrières pourront faire respecter la démocratie ouvrière. "Quoi, vous voulez nous entraîner dans une guérilla avec l'OCI?" vont sans aucun doute s'exclamer certains militants de la LCR. Il n'en est évidemment pas question. L'OCI fait partie du mouvement ouvrier et jouit des mêmes droits que les autres organisations ouvrières. Néanmoins, un front unique de défense contre leurs violations de la démocratie ouvrière est tout à fait justifié. Prenons le cas de Rouen. La section locale de la LCR protesta dans une lettre du 10 mars à l'OCI contre une attaque de l'OCI vis-à-vis de nos camarades rouennais vendant notre presse et exprima sa volonté de combattre l'usage de la violence dans le mouvement ouvrier; mais quand nous avons proposé à la direction de Rouen de la LCR de se donner les moyens concrets de combattre ladite violence, en organisant une défense conjointe de nos vendeurs devant un meeting de l'OCI/LCI, elle refusa. Néanmoins, la présence devant ce meeting d'un nombre important de vendeurs de *Rouge* ainsi que d'une dizaine de nos camarades a empêché les lambertistes de violer à nouveau la démocratie ouvrière.

Nous pensons que de tels arguments contre un front unique de défense ne sont en réalité qu'une couverture à la passivité devant les méthodes de gangsters de l'OCI. Quelle est la racine de cette passivité? Pourquoi la direction de la LCR ne peut-elle se décider à protéger y compris ses propres militants? Nous pensons que la réponse est politique.

Votre attitude à l'égard de l'OCI semble être au fond: "Si vous ne pouvez pas les combattre, rejoignez-les". C'est l'attitude d'un groupe centriste hétérogène confronté à une organisation bien mieux organisée et réformiste conséquente. Votre abandon de fait de la défense de l'Union soviétique est à mettre en parallèle avec la stalinophobie de l'OCI. C'est vous-même qui avez répandu dans votre organisation la croyance suicidaire dans la fusion de la soi-disant "grande famille du trotskysme".

Il n'est bien sûr pas dans notre intention de vous conseiller sur la meilleure façon de vous démarquer des trahisons social-démocrates de l'OCI. Mais quand votre capitulation sabote la lutte nécessaire pour faire respecter les principes de la démocratie ouvrière, c'est une question qui concerne l'ensemble du mouvement ouvrier.

Fraternellement,

Pour la Ligue trotskyste de France
Jean Lesueur

A Pierre Lambert et au comité central
de l'Organisation communiste internationaliste unifiée

Le 13 octobre 1980

Le 16 septembre à l'Université de Nanterre, onze de vos militants ont violemment agressé quatre membres de la LCR. Votre tentative cynique de nier cette agression, malgré l'évidence des faits, ne vient que confirmer votre entière responsabilité.

Nous condamnons fermement cette agression, qui n'est d'ailleurs que la dernière d'une longue série de calomnies, menaces, intimidations physiques et autres actions de gangsters dans le pire style healyste que votre organisation a commises.

Pour vos nouveaux membres, accepter et participer à ces actions a le même objet — bien qu'à un niveau différent — que le meurtre des trotskystes par les stalinien grecs: sceller par le sang la loyauté des nouveaux membres.

De telles agressions, qu'elles soient l'oeuvre des stalinien, des healystes ou d'un gang d'aspirants Scheidemann et Noske comme vous, ne peuvent être tolérées dans le mouvement ouvrier.

Pour la Ligue trotskyste de France
Jean Lesueur

Confrontation en Pologne...

suite de la page 1

Le régime se sont échangés accusations et contre-accusations selon lesquelles l'autre partie aurait violé les termes de l'accord de Gdansk. Le 3 octobre, la direction de Solidarité, affirmant que le gouvernement ne s'était pas acquitté des augmentations accordées ou ne donnait pas suffisamment de publicité au nouveau syndicat dans les mass media, a appelé à un débrayage national d'une heure, qui a été bien suivi. A son tour, le gouvernement a refusé d'enregistrer légalement la nouvelle centrale sous prétexte que ses dirigeants étaient revenus sur leur engagement de reconnaître le "rôle dirigeant" du Parti ouvrier unifié polonais (POUP).

Des activistes de Solidarité ont parlé de grève générale nationale pour imposer au gouvernement l'enregistrement. Les porte-parole de Varsovie ont répliqué qu'une nouvelle grève imposerait de proclamer l'état d'urgence. Les tribunaux ont maintenant enregistré le syndicat, mais seulement après que le juge eut "amendé" les statuts de Solidarité pour que soit énoncé expressément le "rôle dirigeant" du Parti communiste. La direction Walesa est intraitable : elle agit la menace d'une grève générale si le gouvernement ne négocie pas un nouvel accord. L'élimination de la clause sur le "rôle dirigeant" figure en première place sur sa liste de revendications. L'affrontement continue.

Quelques idylliques que soient les tableaux qu'ils dépeignent à la presse libérale d'Europe occidentale, les stalinien polonais doivent dans le fond ressentir instinctivement ces "syndicats nouveaux, autogérés" comme une grave menace pour leur pouvoir. Au moment de l'accord, le comité de grève a publié un document apparemment authentique émanant d'une commission des hautes sphères du parti qui affirmait : "De tels syndicats rempliraient le rôle d'un parti d'opposition politique inspiré par des forces anticommunistes. Ils créeraient une division du pouvoir" (*New York Times*, 1er septembre). Ceci exprime, incontestablement, la réalité sociale, du point de vue de la bureaucratie stalinienne polonaise.

Pour masquer cette réalité, les négociateurs gouvernementaux ont insisté pour que les nouveaux syndicats stipulent que le POUP joue un "rôle dirigeant". Craignant peut-être une intervention soviétique, ou la progression de la désorganisation sociale, les dirigeants de la grève ont fait cette concession (non sans discussions animées). Mais ils l'ont faite de mauvaise grâce. Aujourd'hui, peut-être parce qu'ils sentent la faiblesse et le désarroi interne du régime, les leaders de Solidarité sont revenus sur leur compromis à propos du "rôle dirigeant".

Bien sûr, le POUP n'est pas une avant-garde révolutionnaire (léniniste) ; c'est l'instrument d'une bureaucratie parasitaire. Dans leur lutte pour la révolution politique prolétarienne, les trotskystes soutiennent des syndicats indépendants fondés sur un programme socialiste et en aucun cas ne reconnaissent le "rôle dirigeant" des stalinien. Mais Lech Walesa rejette le "rôle dirigeant" du POUP non à partir d'un point de vue socialiste révolutionnaire, ou même syndicaliste primaire (comme le prétendent de nombreux "gauchistes" antisoviétiques). Il ne fait en réalité qu'exprimer son allégeance cléricalo-nationaliste.

Solidarité: un syndicat cléricaliste ?

Les dirigeants de Solidarité revendiquent huit millions d'adhérents sur un total de treize millions de travailleurs. Si on tient compte de la large participation aux protestations du 3 octobre, ce n'est sans doute pas une exagération. Cependant, beaucoup de travailleurs sont certainement adhérents, sur le papier, à la fois des vieux syndicats officiels et du nouveau syndicat Solidarité. Le conseil central des syndicats, totalement discrédité, a maintenant été supprimé et, même avant ça, 9 des 23 syndicats qui le composaient étaient devenus "indépendants", quoi que cela puisse signifier. Personne sans doute en Pologne ne peut dire ce que les travailleurs font politiquement et organisationnellement dans la plupart des régions. Walesa lui-même se plaint (et il faut pour cela une bonne dose de culot) de l'anarchie qui règne dans le mouvement syndical du pays : "Si elle [la grève générale] avait eu lieu l'an prochain, nous aurions eu les statuts tout prêts. Maintenant c'est le chaos" (*Los Angeles Times*, 7 octobre).

Là où les syndicats Solidarité sont forts, comme à Gdansk, la bureaucratie, indubitablement, a ordonné aux membres du parti d'y adhérer. D'après certains reportages de la presse occidentale, les dirigeants de Solidarité tentent de s'y opposer en excluant les membres du POUP ou en les empêchant d'accéder à des postes de responsabilité. En d'autres termes, les syndicats "indépendants" en Pologne auraient une "clause antirouge". Si c'est vrai, (et il est fort possible que la presse bourgeoise falsifie ce point) Solidarité serait par essence un syndicat cléricaliste, anticommuniste.

Si de nombreuses choses sont confuses et incer-

taines en ce qui concerne le syndicat Solidarité et sa relation aux vieux syndicats officiels, une chose ne l'est pas. C'est la forte influence de l'Eglise catholique, particulièrement parmi ses dirigeants de Gdansk. Quand Walesa a quitté Gdansk pour la première fois après l'accord, cela a été pour aller à Varsovie en audience privée auprès du cardinal Wyszynski. Les conseillers de Solidarité sont des activistes catholiques, surtout du groupe ZNAK, bras politique semi-officiel de l'Eglise.

Le plus en vue des sociaux-démocrates "à l'occidentale" de Pologne, Jacek Kuron, a été récusé de façon marquante en tant que conseiller officiel de Solidarité. Kuron est une sorte de *persona non grata* à Gdansk ces derniers temps. Les journalistes bourgeois spéculent que c'est parce que le dirigeant des dissidents du Comité d'autodéfense sociale (KOR) est un personnage trop controversé et une cible facile pour le régime. Une explication plus plausible est que le type de social-démocratie laïque de Kuron rencontre peu de succès parmi les organisateurs de Solidarité.

Entre les mouvements de protestation et de grève de juillet 1976 et le début de la grève générale du littoral de la Baltique au mois d'août dernier, le KOR a au fond joué les éclaireurs pour la hiérarchie ecclésiastique, évaluant l'hostilité du régime à une agitation indépendante des travailleurs. Kuron a essentiellement servi d'intermédiaire entre des travailleurs catholiques dissidents, comme Walesa et Anna Walentynowicz, et la direction de l'Eglise, particulièrement les gens de ZNAK. Mais qui a besoin de Kuron maintenant que Walesa et Wyszynski peuvent conférer directement ?

L'influence de l'Eglise est si visible que Walesa a ressenti le besoin de nier qu'il organisait un syndicat réservé aux catholiques : "Je ne veux pas créer de syndicat d'Eglise" (*Wall Street Journal*, 22 septembre). Que Walesa soit forcé d'émettre un tel démenti indique que nombreux sont les travailleurs polonais qui veulent un syndicat indépendant de la bureaucratie stalinienne dominante, mais qui ne soit pas non plus le bras ouvrier de l'épiscopat de Wyszynski. Les mineurs de Silésie, par exemple, base prolétarienne traditionnellement solide du communisme en Pologne, sont peu susceptibles de vouloir un syndicat qui s'agenouille devant un pape ou un cardinal.

Mais aussi longtemps que ce sont des cléricaux nationalistes comme Walesa qui mènent les nouveaux syndicats, ils sont menacés par le danger d'être subordonnés aux buts contre-révolutionnaires de la hiérarchie catholique et derrière elle de l'impérialisme occidental. Comme nous l'avons écrit au moment de l'accord de Gdansk :

"La tâche centrale d'une organisation trotskyste en Pologne serait d'avancer dans ces syndicats une série de revendications pour séparer les ouvriers des forces cléricales nationalistes et faire le tri. Ces syndicats doivent défendre les moyens de production socialisés et le pouvoir d'Etat prolétarien contre l'impérialisme occidental."
— *Le Bolchévick* n°19, septembre

"Le parti dans le chaos"

Il était prévisible que Gierek serait limogé pour les grossières erreurs de gestion économique qui ont obligé les travailleurs à se dresser contre le régime. Mais alors que Gierek a été un personnage crédible et quelque peu populaire lorsqu'il a remplacé Gomulka en 1970 au cours de l'explosion ouvrière, Stanislaw Kania est un *apparatchik* anonyme comme pas deux. "Qui diable est-ce donc ?" a été la réaction typique au successeur de Gierek comme président du POUP. Et il y a peu de chances que l'ancienne fonction de Kania comme patron de la Sûreté intérieure le rende cher au cœur des ouvriers polonais.

La bureaucratie stalinienne est à court de dirigeants que les masses pourraient respecter et prendre pour de sincères réformateurs. Au mieux, les gens se préoccupent de savoir si ce sont des durs qui ont le dessus, ou si ce sont des *apparatchiks* modérés qui feront des concessions aux pressions venues d'en-bas.

L'aspect peut-être le plus inattendu et sinistre de la restructuration effrénée actuelle est la réapparition du général Mieczyslaw Moczar, nationaliste extrémiste qui a mené la virulente campagne antisémitique de 1968. C'est à des gens comme Moczar que Trotsky pensait quand il disait qu'une aile de la bureaucratie stalinienne pouvait passer au fascisme.

Le régime stalinien polonais n'a pas seulement été contraint pour le moment de tolérer des syndicats indépendants, mais la lutte intestine fractionnelle ou cliquiste détruit son efficacité en tant qu'appareil bureaucratique. Le fait que leurs homologues de Varsovie semblent avoir perdu le contrôle de la société polonaise est ce qui effraie tant Brejnev, Honecker et Cie.

Les stalinien polonais cherchent à intimider les masses de leur pays avec le spectre de l'armée soviétique, tandis que les sociaux-démocrates occidentaux (et particulièrement les groupes marginaux "capitaliste d'Etat") tempêtent au sujet de l'"exploita-

tion impérialiste" soviétique de l'Europe de l'Est. En réalité, au cours de la dernière décennie, le Kremlin a tenté de stabiliser la Pologne en subventionnant économiquement un pays où le niveau de vie est de loin supérieur au sien. Dans un article clairvoyant du *Oakland Tribune* (2 septembre), l'érudit libéral de gauche Franz Schurmann indique qu'à la suite des violentes grèves et protestations de décembre 1970, "Moscou (...) permit aux Polonais de chercher de l'aide auprès des économies capitalistes occidentales." En 1976, "la concession des Soviétiques fut d'autoriser les Polonais à réduire leurs dépenses dans le cadre du Pacte de Varsovie, et que Moscou bouchât le trou." Schurmann conclut que la crise actuelle est pire que celles de 1970/71 ou de 1976 : "Les Soviétiques n'ont que deux options s'ils veulent éviter la moindre altération de la structure politique actuelle de la Pologne — débourser encore une fois, ou recourir à la force."

Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers russes et polonais

Le Kremlin et ses alliés interviendront-ils militairement en Pologne comme ils l'ont fait en Tchécoslovaquie en 1968 ? A les entendre, ça se pourrait bien. "Des tentatives d'influer sur les événements en Pologne à partir de positions antisocialistes, loin de s'être interrompues, se sont au contraire accrues", avertit un article autorisé de la *Pravda* (*New York Times*, 27 septembre). Agissant comme le flic dur au service de Moscou, le patron du parti est-allemand Erich Honecker a proféré la menace la plus précise pour le moment :

"La Pologne est et restera un pays socialiste. Elle appartient indissolublement au monde du socialisme et personne ne peut faire tourner la roue de l'histoire à l'envers."
"Avec nos amis du camp socialiste, nous y veillerons."

— *New York Times*, 15 octobre

Ces menaces ont été reprises par la Tchécoslovaquie et même par la Roumanie "indépendante". Quelques semaines après, Honecker mettait l'OTAN en garde contre une intervention au cas où les forces du bloc soviétique entreraient en Pologne :

"S'ils veulent déclencher une guerre en Europe contre le socialisme, ils subiront une défaite infligée par la puissance au combat de l'armée soviétique et des autres armées du Pacte de Varsovie".

— *New York Times*, 28 octobre.

Pour justifier son écrasement du Printemps de Prague en 1968, le Kremlin a prétendu que c'était réellement le début d'une contre-révolution fascisante, pro-impérialiste. Ce mensonge n'était pas uniquement destiné à servir de couverture diplomatique, mais essentiellement à rallier le peuple soviétique à cette intervention militaire. Lorsque les soldats soviétiques occupèrent effectivement Prague, beaucoup furent visiblement ébranlés par les manifestations d'indignation de travailleurs communistes et d'étudiants de gauche. "On nous a dit qu'on nous envoyait pour combattre une contre-révolution, mais nous n'avons rien vu de tel quand nous sommes arrivés", avouait un colonel soviétique apostrophé par un officier de l'armée tchèque (*New York Times*, 23 août 1968).

Le Printemps de Prague était placé sous le drapeau du stalinisme libéral ("le socialisme à visage humain"). Mais en Pologne le mécontentement et l'esprit de rébellion des masses ouvrières sont canalisés par des forces cléricalo-nationalistes. Il y a un monde entre le stalinien libéral Alexandre Dubcek et le cardinal Wyszynski qui, dans les premiers jours de la grève du littoral de la Baltique, a commémoré le "miracle de la Vistule" — c'est-à-dire la défaite en 1920 de l'Armée rouge soviétique par le nationaliste de droite Pilsudski. La contre-révolution, qui n'existait pas en Tchécoslovaquie en 1968, pourrait se développer à partir de la crise actuelle en Pologne.

Cependant, en tant que révolutionnaires, nous ne plaçons pas la classe ouvrière polonaise dans le camp de la réaction cléricalo-nationale. Comme nous l'avons écrit dans le précédent numéro du *Bolchévick*, la crise actuelle, spécialement l'existence d'organisations indépendantes de la classe ouvrière, contient également des potentialités pour une révolution politique prolétarienne. C'est vers ce but que nous, trotskystes, tendons nos efforts.

En suivant des nationalistes cléricaux comme Walesa, non seulement les travailleurs polonais servent les buts de leurs ennemis de classe en Pologne, mais encore ils contribuent aux efforts du Kremlin pour rallier le peuple soviétique contre eux. Les ouvriers révolutionnaires polonais ne peuvent espérer pouvoir s'adresser aux soldats soviétiques s'ils ne les assurent pas qu'ils défendront cette partie du monde contre une attaque impérialiste. Ce n'est qu'en s'adressant à leurs frères de classe soviétiques au nom de l'internationalisme révolutionnaire socialiste que le prolétariat polonais pourra se libérer des chaînes de l'oppression stalinienne. C'est la tâche urgente qui nécessite avant tout la formation d'un parti trotskyste en Pologne, section d'une Quatrième Internationale reforcée.

adapté de *Workers Vanguard* n° 267

Exportation...

suite de la page 7

Pour résumer, l'interaction entre la révolution prolétarienne dans un pays et l'intervention militaire d'un Etat ouvrier est une question extrêmement compliquée, puisqu'elle contient un conflit potentiel entre les intérêts stratégiques de la révolution socialiste mondiale et le droit démocratique à l'autodétermination nationale. Il n'existe pas de formule simple qui puisse s'appliquer à toutes les situations historiques. Les bolchéviks ont rejeté aussi bien le bonapartisme révolutionnaire militaire de Toukhatchevsky que la prosternation social-démocrate devant la souveraineté nationale. Cette dernière politique nationaliste opportuniste fut adoptée par Staline dans les années 30 sous la forme de "coexistence pacifique" et d'engagements à la "non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays".

La position des bolchéviks a peut-être été le mieux exprimée par Trotsky en 1921, après que la conquête soviétique de la Géorgie, alors dirigée par les menchéviks, eut fait hurler la social-démocratie internationale à l'"impérialisme rouge" :

"La reconnaissance par l'Etat ouvrier du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est par là même la reconnaissance du fait que la violence révolutionnaire n'est pas un facteur historique tout-puissant. La République soviétique ne se dispose nullement à substituer sa force armée aux efforts révolutionnaires de prolétariat des autres pays. La conquête du pouvoir par ce prolétariat doit être le fruit de sa propre expérience politique. Cela ne signifie pas que les efforts révolutionnaires des travailleurs — de Géorgie par exemple — ne puissent pas trouver un secours armé de l'extérieur. Il faut seulement que ce secours vienne au moment où le besoin en est préparé par le développement antérieur et a mûri dans la conscience de l'avant-garde révolutionnaire soutenue par la sympathie de la majorité des travailleurs. Ce sont là des questions de stratégie révolutionnaire et non de rituel démocratique."

— Entre l'impérialisme et la révolution

Mais à l'encontre de toutes les variétés de stalinien, fussent-ils pro-russes ou pro-chinois, nous reconnaissons que l'Armée rouge de Lénine et de Trotsky est séparée de l'Armée rouge de Brejnev par la contre-révolution bureaucratique stalinienne. Seule une révolution politique prolétarienne en URSS pourra vraiment rendre l'Armée rouge et l'Etat soviétique à leur mission internationaliste et révolutionnaire.

adapté de Spartacist n° 29

Terreur fasciste...

suite de la page 5

démarrer d'un gouvernement trop compromis. Trotsky a eu à polémiquer contre ceux qui plaçaient leurs espoirs dans une police dont les membres seraient liés au mouvement ouvrier :

"Le fait que les agents de police furent recrutés pour une grande part parmi les ouvriers sociaux-démocrates ne veut absolument rien dire. Ici aussi l'existence détermine la conscience. L'ouvrier qui devient policier au service de l'Etat capitaliste est un policier bourgeois et non ouvrier. Pendant ces dernières années, ces policiers ont eu beaucoup plus à lutter contre les ouvriers révolutionnaires que contre les étudiants nationaux-socialistes. Une telle école n'est pas sans laisser de traces. Mais le plus important, c'est que chaque policier sait que si les gouvernements changent la police reste."

— "Et maintenant?", Trotsky

Non à l'introduction de l'Etat bourgeois dans les organisations ouvrières ! Les flics et les juges hors du mouvement ouvrier !

Le parlementarisme de l'OCI ou comment ne pas lutter contre le fascisme

Pendant toutes les mobilisations contre les attentats fascistes, l'OCI, si active quand il s'agit de pousser le PC et le PS à former un nouveau front populaire, a été scandaleusement absente. Les sociaux-démocrates lambertistes n'ont rien à dire à la classe ouvrière sur comment lutter contre le fascisme. Leur programme électoraliste et parlementariste est incapable de répondre aux luttes de la classe ouvrière. Dans une tentative ridicule de faire entrer la réalité dans leur délire électoraliste, ils ont essayé d'expliquer que les travailleurs se sont mobilisés le 7 octobre... pour l'unité. Evidemment !

Dans le passé (comme par exemple lors de l'assassinat de Pierre Maitre), l'OCI a néanmoins eu l'occasion de prouver que, comme la LCR centriste et les autres réformistes, elle est aussi pour appeler l'Etat bourgeois contre les fascistes.

Par ailleurs, l'OCI soutient le Renouveau juif sur la base qu'ils "ont décidé d'organiser eux-mêmes leur défense contre le terrorisme nazi" (IO n° 969). Que le Renouveau juif soit un groupe sioniste, anti-communiste, anti-arabe et, semble-t-il, soutenu par le gouvernement israélien ne gêne pas Lambert ; au contraire, pour les stalinophobes de l'OCI la haine du Renouveau juif pour l'URSS et le PCF doit être un critère de soutien.

Fascisme ou communisme

Pour combattre le fascisme, les directions réformistes ont toujours expliqué qu'il fallait que la classe ouvrière s'allie dans les fronts populaires à la bourgeoisie "antifasciste", qu'elle fasse confiance à l'Etat bourgeois. Le Front populaire de 36, la "Résistance", la guerre "anti-hitlérienne", la "Libération", etc. sont présentés comme des luttes antifascistes exemplaires. Après la guerre, les réformistes stalinien et sociaux-démocrates ont voulu croire que le fascisme ne réapparaîtrait plus jamais en Europe. Mais ils doivent alors expliquer pourquoi les crapules fascistes relèvent la tête ?

Dans les années 30, les stalinien ont préparé le prolétariat à accepter, avec la politique de front populaire, leur propre bourgeoisie ; après la guerre, alliés aux bourgeois dans un gouvernement de front populaire, ils ont forcé les travailleurs à rendre leurs armes et à faire confiance aux bourgeois "antifascistes", qui ont ainsi pu se maintenir au pouvoir. Et le cycle front populaire/réaction bourgeoise a continué.

Comme l'a expliqué Trotsky :

"Incapable de résoudre aucune des tâches qui se posent à la révolution — car toutes ces tâches se résument à une seule, à savoir l'écrasement de la bourgeoisie — le front populaire rend l'existence du régime bourgeois invivable et provoque ainsi le coup d'Etat fasciste. En berçant les ouvriers et paysans sans d'illusions, en paralysant leur volonté de se battre, les fronts populaires créent les conditions favorables à une victoire du fascisme. Le prolétariat doit expier la politique de coalition avec la bourgeoisie par des années de nouveaux tourments et sacrifices, ou même par des décennies de terreur fasciste."

— "Le nouveau soulèvement révolutionnaire et les tâches de la Quatrième Internationale", Trotsky (traduit par nos soins)

Les démocraties bourgeoises occidentales ne sont évidemment pas aujourd'hui dans la situation de l'Allemagne des années 30. Mais la poussée fondamentale de la société capitaliste vers la guerre avec l'URSS, vers l'austérité anti-ouvrière, vers la répression raciste, trouve sa réalisation dans le fascisme. La classe ouvrière doit dès maintenant se mobiliser contre la terreur fasciste, mais elle n'y mettra définitivement fin qu'en renversant ce système capitaliste pourrissant. ■

Iran/Irak...

suite de la page 3

a, une fois de plus, arrêté un membre du HKE, Nemat Jazayeri. Quand les ouvriers de son usine ont voulu faire une grève de protestation, le HKE leur a dit de se calmer. Une chose aussi négligeable que la vie de leur camarade ne va pas les empêcher de soutenir jusqu'au bout l'"imam", les mollahs, leurs "frères" — les gardes révolutionnaires — et la "jihad pour la reconstruction nationale".

Quant à Mandel et à la LCR, ils cachent leur capitulation à Khomeiny par un jargon sur les "contradictions de la société capitaliste". En défense de la révolution iranienne s'écrient-ils, même s'ils ont du mal eux-mêmes à nous montrer en quoi consiste cette révolution. Peu importe. La "révolution arabe" a bien duré 20 ans, dirigée par toutes sortes de colonels "socialistes" et de despotes féodaux.

Pour justifier leur soutien à Khomeiny dans cette guerre chauvine entre deux Etats bourgeois qui ont des ambitions régionales, les pablistes proclament que les Irakiens viennent "objectivement" à l'aide des impérialistes. Mais "objectivement", il se trouve justement qu'Israël, la soi-disant forteresse de l'impérialisme au Moyen-Orient, est du côté de l'Iran. Il se peut même qu'il ait bombardé le centre de recherches nucléaires irakien. L'autre allié de l'Iran, c'est la Syrie ; et les pablistes l'ont officiellement déclaré agent impérialiste du fait de son intervention au Liban en 1976.

Le même article de Rouge ajoute : "la situation créée par la guerre peut renforcer au sein de la direction khomeiniste l'aile la plus favorable à la normalisation des rapports avec l'impérialisme". Cela est certain : la possibilité d'un marché (otages américains contre armes américaines) réduit en pou-

sière la théorie du complot impérialiste contre la "révolution iranienne". C'est toujours la même histoire : quand deux bourgeoisies coloniales entrent en guerre l'une contre l'autre, les révisionnistes décident celle qu'ils vont suivre et accusent l'autre camp d'être un agent de l'impérialisme. Cela n'a rien à voir avec la position marxiste correcte qui est d'être pour la défaite des forces nationalistes bourgeoises qui sont sous le contrôle direct des impérialistes (comme par exemple le FNLA/Unita en Angola).

Quant au Comité paritaire, lui aussi "défend la révolution iranienne". Il n'y a pas un iota de différence entre sa capitulation devant Khomeiny et celle de son actuelle bête noire, le SWP ; y compris le verbiage est le même. La "révolution arabe est morte, vive la révolution iranienne" !

La guerre, mère des révolutions

Nous sommes opposés à la victoire des deux parties dans cette guerre de frontières réactionnaire, mais nous ne sommes pas des pacifistes. Nous ne voyons pas d'un mauvais oeil deux régimes — qui ont systématiquement terrorisé et exécuté des minorités nationales et religieuses (voire une majorité religieuse dans le cas des chiites d'Irak), des travailleurs combattifs et des communistes — écraser leurs appareils militaires en se combattant mutuellement. Si nous ne faisons pas confiance aux classes ouvrières d'Irak et d'Iran pour renverser leurs oppresseurs respectifs à Bagdad et Téhéran, nous serions enchantés de voir les officiers du Parti Baas et les mollahs chiites perses obtenir toute l'aide militaire dont ils peuvent avoir besoin pour s'épuiser dans l'antique querelle de savoir qui contrôlera les eaux navigables du Tigre et de l'Euphrate.

Mais la guerre est aussi la mère des révolutions. Et le conflit Iran-Irak dévoile leur véritable "problème frontalier" : les nationalités opprimées séparées par la frontière artificielle entre l'Irak et l'Iran, spécialement les Kurdes et les Arabes qui composent la majorité de la population du Khouzistan (que les nationalistes arabes nomment justement Arabistan).

La nation kurde, que des frontières divisent entre cinq Etats différents du Moyen-Orient, a subi de sauvages persécutions aussi bien de la part des militants du Baas que des "gardes révolutionnaires" de Khomeiny. Khomeiny a pu accomplir un génocide uniquement parce qu'il n'a pas été capable, sur la base de l'exaltation du glaive de l'Islam et de la promesse d'un départ rapide vers les cieux pour les martyrs, de créer une armée moderne. La guerre irano-irakienne offre aux Kurdes la plus belle occasion de façonner un Etat-nation depuis la "République kurde" avortée de Mahabad en 1946. Les léninistes soutiennent le droit inconditionnel du peuple kurde à l'autodétermination et le défendent tant que les Kurdes ne se subordonnent pas à une puissance impérialiste, même si l'indépendance kurde est initialement limitée à une partie du peuple kurde — par exemple ceux qui vivent en Iran.

Dans les raffineries d'Abadan et les docks de Khorramshahr se trouve un prolétariat qui, quoiqu'en majorité arabe, provient de nationalités de l'Iran tout entier et du Moyen-Orient (bien que Khomeiny ait expulsé beaucoup de travailleurs étrangers, surtout venant du Pakistan et de l'Inde). Les travailleurs du pétrole d'Iran et d'Irak ont été à l'avant-garde de la classe ouvrière de leur pays.

Dans leurs rangs, (de même que parmi les petits-bourgeois radicaux des fedayin iraniens, héroïques bien que profondément confus) se trouvent les cadres potentiels d'authentiques partis révolutionnaires en Iran et en Irak, sections de la Quatrième Internationale reforgée. Cette guerre et la position de défaitisme révolutionnaire constitueront l'épreuve de vérité pour un regroupement révolutionnaire de ces cadres, rompant avec leurs illusions dans le nationalisme arabe radical des militants du Baas ou le populisme utopique des fedayin.

Khomeiny et Hussein doivent subir le même sort que le chah et les Hachémites ; mais à leur place doit s'édifier une fédération socialiste du Moyen-Orient.

adapté de Workers Vanguard n° 265

LE BOLCHEVIK

Journal de la Ligue trotskyste de France
Tendance spartaciste internationale

DIRECTEUR DE PUBLICATION:
Jean Lécuyer

IMPRIMERIE: Minographie
10 rue Juillet 75020 Paris
Commission paritaire n°59 267

Présidentielles 81, à bas l' "unité" !

PS non, PCF peut-être

Georges Marchais est-il le "candidat anti-Giscard"? Le "parti de la classe ouvrière" a-t-il finalement décidé de lutter contre le plan Barre, le chômage massif qui ne cesse d'empirer, les attaques contre les ouvriers immigrés et leur expulsion, et contre la recrudescence de violence fasciste? Les successeurs de Maurice Thorez, le "plus grand stalinien de France", ont-ils décidé de prendre une position claire de défense de l'Union soviétique et des acquis de la Révolution d'Octobre contre les attaques impérialistes? Tout l'appareil de propagande du PCF est entré en campagne pour essayer d'en convaincre ses électeurs. Pour le moment au moins, le candidat du PCF se présente comme un ennemi farouche de l' "unité". Georges Marchais, qui a accueilli le pape de Carter à Paris et qui a aidé à saboter la lutte contre les licenciements dans la sidérurgie, déclare aujourd'hui que le front populaire ne marche pas! La campagne de Marchais est avant tout une campagne anti-PS. Le PCF cherche à consolider sa base face à un PS qui prend de plus en plus d'assurance et qui profite du virage à droite du climat politique international pour attaquer le PC à cause de ses liens avec Moscou. Pour des raisons qui lui sont propres et en solidarité avec la caste bureaucratique parasitaire qui gouverne l'URSS, Marchais est le seul candidat qui ait défendu l'intervention soviétique en Afghanistan et le PC est le seul parti qui ait un tant soit peu mobilisé contre les missiles de l'OTAN en Europe. Le PC a ressorti sa rhétorique de lutte de classes et va même jusqu'à organiser des "mobilisations" contre Giscard, bien contrôlées bureaucratiquement.

A bas l' "unité" ! Votez PC !

Nous n'avons pas la naïveté de penser que la nouvelle façade gauche du PC va très loin. Sa posture actuelle d'indépendance n'est qu'une tactique conjoncturelle, restant dans le contexte de son rôle historique profondément collaborationniste; rôle comparable à celui de la social-démocratie. Mais elle fait apparaître à la surface les contradictions inhérentes à un parti réformiste de masse lorsqu'il se présente en son propre nom et donc sans l'excuse d'être obligé de faire des concessions à ses partenaires électoraux bourgeois (et dans le cas présent, il ne peut même pas utiliser le PS comme bouc émissaire).

Mais le point crucial, c'est que, pour le moment, il se présente au nom de son propre parti et contre le coalitionnisme. Si le PC poursuit cette campagne, la LTF appellera à un soutien électoral violemment critique à Marchais en avril prochain. Voter pour Marchais ne signifie pas oublier le rôle social-chauvin et briseur de grève de ce bureaucrate stalinien et de son parti "communiste". Notre politique de soutien critique au PC peut être un moyen de démasquer les bureaucrates aux yeux de leurs membres, de dresser la base contre la direction. Cela n'a rien à voir avec le suivisme acritique et apolitique pratiqué par les pseudo-trotskyistes qui doivent frémir d'horreur à l'idée d'un soutien critique dans l'esprit de Lénine: "comme la corde soutient le pendu". Tous ces pseudo-trotskyistes vont sans aucun doute se plaindre de ce que notre mot d'ordre "A bas l' "unité", votez PC" soit sectaire. Sectaire? Demandez donc aux deux millions de syndiqués CGT!

Cela nous fait plaisir en cette période d'anti-soviétisme bourgeois de pouvoir donner un soutien critique à un parti communiste pro-Moscou. Pour nous, c'est un moyen de mettre en lumière notre défense trotskyste des Etats ouvriers déformés et dégénérés. Ce n'est pas le cas pour les staliens qui restent des staliens français et qui, en tant que tels, défendent l'ordre capitaliste en France, ainsi que sa puissance militaire impérialiste, sa force de frappe, etc. Comme le disait Fiterman dans son discours au dernier congrès du PC:

"Une politique de non-alignement qui, — sans renoncer à ses alliances — permettrait à la France de parler avec sa propre voix, d'agir en son propre nom,



Aujourd'hui le PCF tourne le dos à l'union de la gauche. Mais demain?

manifestant ainsi sa volonté de se dégager de la politique des blocs et d'aller vers leur dissolution simultanée."

— *L'Humanité*, 13 octobre

Ce n'est pas l'"atlantisme" pro-impérialiste d'un Mitterrand ou d'un Rocard, mais ce n'est pas non plus la défense de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie contre l'impérialisme. C'est dans la forme une politique de "neutralisme" qui rappelle un certain Charles de Gaulle — mais ici, Fiterman soutient aussi explicitement les "alliances" antisoviétiques des impérialistes français, présentant le PC comme une opposition gaulliste éclairée en face de Giscard. Par chance, la bourgeoisie française est convaincue que le baratin de Fiterman n'est que de la foutaise.

Internationalisme prolétarien contre social-patriotisme

Les staliens se déclarent en faveur du "socialisme aux couleurs de la France", et c'est effectivement ce qu'ils mettent en pratique depuis le Front populaire des années 30. Marx, par contre, pensait que "les ouvriers n'ont pas de patrie". Le fait que, pour des raisons conjoncturelles, le PC se soit donné une nouvelle façade "gauche", plus combative, plus "lutte de classe", qu'il dénonce la "grande" bourgeoisie et "défende" l'Union soviétique n'a pas grand-chose à voir avec le véritable internationalisme prolétarien. Pourtant, ce dont la classe ouvrière a besoin, c'est de vrais internationalistes dans la tradition de Marx, Lénine et Trotsky. Prenons par exemple la question du Concorde. Le PC était pour le Concorde... en France. Mais lorsque notre tendance internationale s'est clairement prononcée contre le protectionnisme anti-Concorde de la bourgeoisie américaine, notre section américaine, elle aussi, a avancé le mot d'ordre: "Laissez le Concorde atterrir à Kennedy Airport". Quelle aurait été la position du PC s'il avait été question d'un avion supersonique américain? Quant aux chars allemands "Léopard", bien sûr, le PC est contre... mais il est pour une force de frappe aux couleurs de la France.

L'aspect violemment critique de notre soutien vise particulièrement le très notoire chauvinisme anti-allemand du PCF qui va du "A chacun son boche" de la "Libération" à ses attaques contre l'importation d'acier allemand en 1979. Aujourd'hui, le PC avance "seulement" le mot d'ordre "Produisons français", mais au lendemain de la dernière guerre, les ministres communistes au gouvernement ont soutenu

l'"Union française" et n'ont pas reculé devant les massacres de Sétif et de Madagascar. Leur politique était alors "Tuons français". Le nationalisme économique et le protectionnisme conduisent inévitablement à des guerres entre puissances impérialistes. Les révolutionnaires refusent de lier le destin de la classe ouvrière au sort des profits impérialistes. Il y a donc un monde de différence — la différence entre la révolution prolétarienne et la guerre impérialiste — entre notre soutien critique à Marchais et les appels à l'"unité" des appareils réformistes lancés par les pseudo-trotskyistes de la LCR et de l'OCI, unité qui lierait les ouvriers à leurs directions traîtres et en dernière analyse à l'"union sacrée" et à la défense nationale.

Certes, le PC participe à quelques manifestations "antiracistes", mais cela ne change rien au fait que les staliens ont derrière eux une longue histoire de racisme et de soutien à la politique colonialiste française au Vietnam, en Afrique du Nord et dans d'autres colonies — Staline leur a bien enseigné les leçons de son chauvinisme grand-russe. En fait, c'est du chauvinisme de Thorez que s'étaient nourris le nationalisme petit-bourgeois de Messali Hadj et par-là même celui du FLN algérien. Nous savons que notre programme d'internationalisme prolétarien conséquent et d'opposition militante au racisme vis-à-vis des ouvriers immigrés ne rencontrera pas d'écho immédiat auprès d'un prolétariat formé par les staliens à la défense de leur "propre" empire. Il n'y a qu'un programme marxiste de combat contre les traîtres sociaux-patriotes — le programme trotskyste, incarnation du mot d'ordre "Travailleurs de tous les pays, unissez-vous" — qui puisse débarrasser les ouvriers de la fausse conscience chauvine qui les lie à leur propre bourgeoisie. Comme le disait Karl Liebknecht: "L'ennemi principal est dans son propre pays".

PC: fossoyeur des révolutions

Pour préparer leur base à la bataille, les staliens ont été obligés de traiter de sujets auparavant tabous, en particulier la ligne qui a dominé la politique stalinienne pendant 45 ans: le front populaire. Le dernier congrès du PC n'a été que critiques et dénonciations du front populaire. Henri Malberg a fait remarquer qu'à trois reprises, le Front populaire de 1936, la "Libération" et la signature du programme commun, "l'union PC-PS pourtant née dans l'allégresse s'est mal terminée" (*Le Monde*,

suite page 8